

Cité

N° 32 - 40 F

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Retour du social



SOMMAIRE

N°32 - 4e trimestre 1999 - ISSN 0756-3205 - Com. paritaire N°64853

■ Editorial

DOSSIER « Retour du social »

■ Renouveler les élites

par Luc de Goustine..... 3

■ Logique marchande : vers un nouveau totalitarisme ?

par Philippe Arondel..... 13

■ Les 35 heures, ou l'« employabilité »...

par Nicolas Palumbo..... 23

■ Les périls de l'Europe monétaire

par Alain Parguez..... 29

■ Economie et temporalité

par Bertrand Renouvin..... 35

POINT DE VUE

■ La liberté contre la communication

par Jean Sur..... 45

CHRONIQUE

■ Henri le Conciliateur

par La Richardais..... 53

MAGAZINE

■ Des choses cachées entre la fin de l'histoire et le début de la post-humanité, par Criton des Alpes..... 57

■ Les mers rouges, par LG..... 55

Directeur de la publication : Yvan Aumont

Rédaction : Luc de Goustine

Imprimé par nos soins, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Ont participé à la rédaction de ce numéro : Philippe Arondel, Luc de Goustine, La Richardais, Nicolas Palumbo, Alain Parguez, Bertrand Renouvin, Jean Sur.

Réalisation technique : Yvan Aumont, Luc de Goustine, Alain-Paul Nicolas.

Cité

sur internet à <http://altern.org/revuecite>

Le bulletin d'abonnement est en page 58

Éditorial

Le " retour du social ", vœu pieux de ceux que la conjoncture écrase, est, pour la banque et la bourse, un cauchemar : voir ressurgir dans le jeu économique de vieilles entraves. Quant aux prophètes du nouvel âge libéral, ce serait pour eux une fin de l'histoire - *unhappy end !* - symétrique de celle qu'ils imposent à la planète. Allons-nous réveiller cet essaim de fantasmes ?

Non, car le social est un fait actuel qui ne peut être ni exclu, ni accompli : inséparable de ce qu'il nous est donné de faire ensemble dans le Temps, la «question sociale» exige d'autant plus d'attention qu'elle est au rebut.

Son terrain est d'abord un tissu mouvant, plis et replis, flux et reflux qui, par tris ascendants, sécrètent des élites porteuses de la destinée générale. Comment se renouvellent aujourd'hui en France ces franges élitaires, et de quelle «marginalité en souffrance» peut-on attendre leur renouvellement ?

La logique de l'idéologie ultra-libérale se moque bien du principe de contradiction. Le schéma qu'en dresse Arondel montre ses délires en actions : quelles contraintes utilise la "spontanéité" de l'ordre marchand, au nom de quelles "régulations" il dérèglemente, quelle autorité des États il sollicite pour qu'ils se dessaisissent au profit de son impérialisme. Le social est moins exclu que récupéré à la marge par son utopie, où chaque entreprise se prétend créatrice de ses normes juridiques ! Marché mondial, droit tribal.

Vérification par le bilan d'étape que dresse Palumbo de la réforme des "35 heures". Crédité des meilleures intentions, le gouvernement en pave l'enfer des salariés. Ni emplois, ni dialogue social, ni conditions de travail, aucun acquis ne vaut jusqu'ici les concessions arrachées par le patronat. Tout va vers l'ajustement de la variable humaine aux "lois du marché".

Du flux économique à la symbolique monétaire, Parguez fait remonter la généalogie de l'euro aux années 30 : des banques d'Allemagne, d'Angleterre et de France rêvent d'être autonomes pour dicter leur stabilité à la monnaie. Prière exaucée bien au-delà des normes américaines où le Federal Reserve Board rend des comptes au Congrès...

Finalement, le trait commun des coups d'état feutrés par lesquels l'ultra-libéralisme assoit sa tyrannie est l'absolutisme. Or le rapport au temps instauré par les monotheismes est justement contraire : il libère l'homme de son intemporalité naturelle pour faire son histoire, son économie, en relation créative au Transcendant comme Dieu a voulu sa Création relative à l'homme. Rouvrant cette perspective, inscrite au plus profond de notre culture, Renouvin fait mesurer l'ampleur de la régression mercantile.

Enfin, le réquisitoire de Jean Sur vaut mise en garde. Le système ultra-communiquant est saisi d'un délire analogue et subverti par l'absolutisme marchand. Communiquons, disent-ils, avec nous-mêmes. Face à tout cela, la vie est nécessairement révolutionnaire.

Luc de Goustine

Renouveler les élites

Luc de Goustine

a fait cette communication à la session de Politique appliquée de l'IFCCE à Angers en avril 1998.

«Tous les hommes sont égaux, mais quelques-uns sont plus égaux que d'autres».

Si Georges Orwell s'en tire par une boutade, il faut avouer que le mot et l'idée d'élite provoque souvent de vives réactions. Celle de Raymond Aron a pesé jusque sur son raisonnement de sociologue : ce terme, disait-il, «a des résonances équivoques. Est-il possible, est-il utile de constituer un ensemble qui englobe tous ceux qui ont réussi, y compris les rois de la pègre... ?».

Cynisme, ironie de caste ou répugnance morale ont ainsi longtemps interdit à la notion d'entrer en tant que réalité positive dans la réflexion historico-politique. Elle faisait plutôt les beaux jours du langage idéologique, soit chez les contempteurs de l'égalité, épris d'oligarchie aristocratique, soit chez les démocrates, socialistes ou libéraux, dont la vision de l'histoire se ramenait au récit de la lutte acharnée entre la classe dominante et le peuple. Quoique, dans cette lutte, l'élite fut réputée le plus souvent usurpatrice du droit, cela n'empêcha pas la classe politique de la IIIe République de mettre au point une savante filière de promotion d'élites dirigeantes à son image, instituant *La République des professeurs* dénoncée par Thibaudet en 1924...

Il y a des élites

Plus subtilement, Vilfredo Pareto avait constaté au tournant du siècle que les sociétés survivaient grâce à l'incessante relève d'élites décadentes par des élites antagonistes en attente. Ainsi, les ordres d'Ancien Régime et/ou les classes sociales s'étant mutuellement supplantés au cours des temps, le sociologue italien voyait dans l'histoire «un cimetière d'élites»¹ où, d'après Giovanni Busino, «une succession de minorités privilégiées se forment, luttent, arrivent au pouvoir et profitent de ce pouvoir, puis déclinent et sont remplacées par d'autres minorités»².

■ 1. Dans son «Classi elette», *Traité de sociologie générale*, Paris, 1917-1919.

■ 2. Giovanni BUSINO, *Elites et élitisme*, coll. *Qu'est-ce que ?*, P.U.F., Paris, 1992.

LE RETOUR DU SOCIAL

Cependant, le souci constant d'inventer un mécanisme explicatif des mutations sociales rend ce type d'analyse un peu simpliste : affirmer qu'en 1789 une noblesse «réactionnaire» a été supplantée par la bourgeoisie «progressiste», ou prédire que le prolétariat de la fin du XIXe siècle évincerait inévitablement la bourgeoisie possédante, dispense de décrire réellement la dynamique et de saisir les ambiguïtés des groupes, acteurs ou victimes des grandes mutations accomplies ou espérées.

On parle donc désormais d'élites au pluriel afin de prendre en compte la manière dont la société se constitue et s'agrège par endroits sur le mode «pyramidal» pour former, non pas une hiérarchie formelle comme celle qui a mission d'exercer le pouvoir politique, mais quasiment autant de hiérarchies que l'on voudra, puisque, comme le dit impertinemment Pareto, «la notion de cette élite est subordonnée aux qualités que l'on recherche en elle. Il peut y avoir une aristocratie de saints comme une aristocratie de brigands, une aristocratie de savants, une aristocratie de voleurs, etc. Si l'on considère cet ensemble de qualité qui favorisent la prospérité et la domination d'une classe dans la société, on a ce que nous appellerons simplement l'élite»³.

Pareto, hélas, réduit lui-même l'ampleur de sa définition en retenant comme critères indispensables à un groupe élitaire, qu'il jouisse à la fois de la prospérité – du succès - et de la domination - du pouvoir. Or réduire les élites à la «classe dirigeante», comme l'ont très bien compris les marxistes⁴, c'est méconnaître la manière dont la pluralité des élites peut collaborer pour former et conserver la caste dirigeante, ou au contraire, former un front révolutionnaire pour la combattre, voire s'en désintéresser complètement⁵.

A vrai dire, toutes les fonctions à l'œuvre dans la société, qu'elles soient techniques, juridiques, économiques, intellectuelles ou morales font émerger une élite - voire même plusieurs en fonction des valeurs et des perspectives qu'elles se sont données ou que l'on attend d'elles. Il est inévitable que la réussite d'une élite la rapproche du centre de décision politique et l'on ne saurait nier que les élites influent ou interviennent sur l'exercice du pouvoir. Cependant, le spectre d'une «élite dirigeante», manipulant le corps social à sa volonté, même dans les formes de la démocratie, pour reconduire son règne et ses honneurs à perpétuité, n'est que le fantasme militant des populistes de droite et de gauche. Un leurre fait bien souvent pour les conforter dans leur impuissance.

En effet, d'une part, toute élite n'est pas dirigeante - les marxistes en conviennent quand ils reconnaissent comme «élites secondaires» celles du savoir ou la nécessité d'une «élite prolétarienne». D'autre part, il existe des différences essentielles entre la «résistible ascension»⁶ de cliques ou de lob-

■3. Vilfredo PARETO, *Manuel d'économie politique*, Paris, 1909. II, p.103.

■4. C.W. MILLS, *L'Elite du pouvoir*, Paris, 1969.

■5. La déprise politique de la noblesse française au XVIIe siècle après les guerres de religion et son engagement dans les ordres religieux et caritatifs est un exemple spectaculaire de ce retrait d'une élite du champ politico-temporel.

■6. Cf. la pièce de Berthold BRECHT, «La résistible ascension d'Arturo Ui».

bies affidés par la volonté de puissance, et l'émergence graduelle qui caractérise la genèse et la perpétuation des vraies élites. D'un côté, une coalition s'impose quasi militairement, de l'autre, un processus séculaire, par décantation ou distillation lente, amasse alentour du sommet gouvernant une «élection» particulière de citoyens. Ce qui n'empêche pas des élites «nouvelles» - mûrement préparées par le temps - de faire brusquement irruption à la faveur d'un choc historique. Tandis qu'à l'inverse, plus fréquemment encore, d'anciennes élites décadentes et incertes se tiennent agglutinées autour du pouvoir sous couvert de la permanence symbolique de l'État.

L'idée dont nous parlons ici est donc souple, faite pour tenir et rendre compte au mieux des différentiations de type qualitatif qui s'opèrent à l'intérieur d'une société pour y susciter des hiérarchies. Celles-ci peuvent s'instaurer à des degrés divers et selon des durées variables : être institutionnellement constituées, ou seulement reconnues de fait, ou tacitement tolérées et admises. Et pour dissiper entièrement le soupçon selon lequel la dynamique élitaire serait par nature une conspiration contre l'égalité démocratique, il faut considérer la fonction à laquelle elle répond.

L'élite ne contrevient ni à la morale, ni à la démocratie

Élite vient d'élection. L'arrière-plan mystique du concept dans la tradition judéo-chrétienne n'est pas moins important pour nous que le contenu politique acquis depuis la cité romaine, puisque c'est largement sur la fusion de ces deux héritages que nous vivons. Repérons-en quelques traces.

L'élection est une désignation solennelle dont l'objet peut être un lieu ou un objet sacré (temple, vase) mais le plus souvent un être humain. C'est un choix qui honore le sujet comme l'objet, engage l'élu comme l'électeur : au sens fort, c'est une alliance. Les exemples que rapporte la Bible sont effectivement nuptiaux - des mariages - ou consacrent la vocation d'un homme choisi par Dieu - Abraham - voire celle d'un peuple bien-aimé du Très Haut - Israël. Le paradoxe moral de la notion d'élite est déjà tout entier présent : élire et être élu est un acte qui marque une différence entre plusieurs, l'aveu d'une préférence, et qui pourtant n'induit pas d'inégalité dans la valeur essentielle des êtres. Tous étant également prisés, aimés d'en-Haut, quelques-uns sont élus pour accomplir une mission particulière. Le Peuple élu (Raphaël Draï en fait la démonstration⁷) n'est pas supérieur aux autres ; son élection le charge d'une besogne, le marque d'un sceau, le spécifique pour un service, le désigne pour une épreuve à la dimension de l'Histoire et dont la communauté entière répondra, héritera... Pour les chrétiens, la dynamique de l'élection juive culmine dans la révélation de Jésus-Christ, élu en qui et par qui le choix de Dieu, son Salut, est clairement

■7. Dans ses ouvrages sur la naissance du politique dans l'histoire juive – *La sortie d'Egypte*, Fayard, Paris, 1986, et surtout *La traversée du désert*, Fayard, Paris, 1988.

adressé à chaque membre de la communauté humaine. D'où, dans l'*Apocalypse* de saint Jean, la vision ultime de l'assemblée des saints unis autour de l'Agneau dans la Jérusalem céleste : le cœur de élus.

Dans l'histoire, cet archétype s'est incarné par des coutumes électives, couramment pratiquées par les Juifs pour le choix des juges, des prêtres, puis du roi d'Israël, et perpétué dans la tradition chrétienne par la nomination des successeurs des apôtres, des «anciens», des prieurs des communautés religieuses, jusqu'à laisser des traces dans l'élection royale⁸. L'image de l'assemblée des élus est si forte qu'elle hante la symbolique parlementaire des états contemporains et somme les architectes d'accomplir des exploits périlleux⁹.

Entre-temps l'élection, malgré tant d'exemples contraires, est devenu le signe et le critère d'un régime démocratique. Comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, la République fabrique sans y penser des élites. L'opération alchimique par laquelle se recueille périodiquement au fond des urnes le précipité de la voix populaire est la méthode généralement adoptée pour dégager, non seulement une représentation politique, mais la syndicale et la professionnelle jusqu'aux responsabilités associatives les plus diverses. Le bien commun de la *res publica* non seulement tolère mais exige pour son service la mise en œuvre d'un processus que le vieux républicanisme s'offusquerait d'entendre nommer par son nom. Or, sous les divers rituels qui président au dégagement des élites officielles, une république adulte devrait reconnaître l'indispensable part de *dynamique aristocratique* dont on ne peut priver le corps social sans le réduire à une vie mutilée ou clandestine.

Car, aussi vrai qu'il a fallu admettre que la terre est ronde, une société vivante s'inscrit dans un espace fonctionnel à trois dimensions. Face à l'égalité qui fonde la citoyenneté *démocratique*, la symbolique *monarchique* permet l'exercice de l'autorité et la dynamique *aristocratique* préside par des choix ou cooptations multiples à l'ascension des personnes et des groupes au nom de l'excellence. Prises dans ce réseau de tensions qui les contrôlent, les élites peuvent œuvrer dans la république, voire à son service, comme autant de courants ascensionnels et de possibilités de médiations.

■8. On peut se reporter à Philippe DELORME et Luc de GOUSTINE, *Clovis 396-1996. Enquête sur le XVI^e centenaire*, Regnier, Paris, 1996.

■9. Que l'on songe pour la même année 1999 à la réhabilitation du Reichstag allemand ou, à Strasbourg, aux déboires du nouveau parlement européen...

■10. Guy ROCHER, *Introduction à la sociologie générale*, t.2, *l'Organisation sociale*, p.121, et t.3 le *Changement social*, chap. III, Seuil, Paris, 1970.

Schéma des élites françaises

Chaque élite se caractérise par son modèle propre qui tient à l'éducation, au rôle social, à la conscience de caste, aux rituels d'ascension et d'identification, à l'influence ou à l'autorité qu'elle exerce. C'est sur ce dernier trait que Max Weber bâtit une typologie que Guy Rocher présente dans son manuel¹⁰. Il nous apparaît aujourd'hui que, plus largement, du diplôme à la branche professionnelle, de la mouvance familiale au club, au parti ou à la

croyance, tout est terrain propice à l'émergence d'élites différencierées. Nous proposons ici de les rassembler selon leur dominante en trois catégories qui entretiennent de fréquents recoulements :

- Des élites *sociales*, fondées sur la *solidarité* ou/et le service de la communauté locale ou nationale : fonction publique, éducation, services sociaux, armée, police et même pour une large part communication.
- Des élites *techniques*, où tout s'opère sous le signe de la capacité personnelle, de la *performance* ou du talent, que ce soit dans le champ du commerce, de l'industrie, des sciences, des arts, de la recherche.
- Des élites *politiques*, qui fonctionnent sur le mode de la *représentation* et se polarisent autour des lieux de pouvoir pour en devenir les dirigeants.

Nous ne suivons pas Raymond Aron¹¹ lorsqu'il constitue en «aristocratie spirituelle» distincte les prêtres et les intellectuels, et préférerons admettre que le titre *d'élites morales* s'applique plutôt transversalement à toute personne ou groupe qui a conquis ce crédit et cette autorité par la qualité de ses actes. Ce qui permet de concevoir *a contrario* la possibilité d'élites à rebours, pour qui la réussite se résume en une appropriation de priviléges ou, marginalement, dans des élites discréditées, la présence d'autorités morales incontestées et respectables.

Selon ces trois paliers de différenciation, on devine déjà quels rapports plus ou moins étroits ou cohérents chacune de ces familles entretient avec la «crise» actuelle.

Celle-ci n'est évidemment pas profitable aux élites *sociales*, dans la mesure où elles ont des liens organiques avec la détresse et tentent de pallier les dérèglements du système ou de les dénoncer publiquement. Ces acteurs ou médiateurs, sauf à exploiter les souffrances commercialement comme certains médias, restent engagées dans une dynamique émancipatrice et de service qui assure activement leur renouvellement de deux manières paradoxales : par l'engagement qu'exige un tel service ; inversement, du fait de l'usure et de la lassitude, voir de la déception qu'elle engendre.

Les élites que nous avons nommées *techniques* présentent des disparités plus grandes. A côté de secteurs industriels et commerciaux qui «surfent» sur une conjoncture innovante et valorisante, combien de naufrages lents ou de piratages violents, privés de tout recours d'arbitrage. Leur succès même peut n'être qu'apparent dans la mesure où ces élites ont abdiqué tout ou partie de leur capacité d'autonomie et de création sous le poids des fatalités néo-libérales ou dans l'espoir de sauvegarder leur confort financier ou intellectuel. Inutile de dresser ici un catalogue des compromissions qui

■11. Raymond ARON, «Classe sociale, classe politique, classe dirigeante», in *Archives européennes de sociologie*, t.1, 1960 ; *La lutte de classes*. Gallimard, 1964.

LE RETOUR DU SOCIAL

propulsent à leur plus haut niveau d`incompétence des chefs d`entreprise, des journalistes ou des intellectuels abandonnés à la seule logique opportuniste. Chaque jour semble ajouter à l`arrogance affairiste, voire à l`irresponsabilité de leaders économiques ou médiatiques qui profitent de la servilité de la communication et des complaisances de l`État à qui la moitié d`entre eux doivent leur situation¹².

Encore plus en vue sont les élites du monde politique. Porteuses d`un mandat dont elles ne paraissent plus vraiment mesurer l`importance et la signification démocratique, coupés de la société ordinaire par leur mode de vie, promus par des cooptations d`état-major qui relèguent le suffrage populaire au rang d`une sanction accessoire et vestigieuse, ignorants ou méprisants la nécessité d`approfondir la doctrine de leur propre tradition politique, ils se prêtent aujourd`hui à toutes les critiques - y compris celles qui visent au discrédit complet des institutions. Elle sont un avatar de la classe dirigeante à l`ancienne que brocarde Emmanuel Todd : «revenue de Keynes à Jean-Baptiste Say, oubliant la crise de 1929 et subventionnant la défense idéologique du profit». Au blocage du jeu politique entre partenaires agréés de la bureaucratie des vieux appareils («la bande des quatre» de Le Pen), a succédé la décomposition des mouvements par perte de repères éthiques et de mémoire historique. Faute d`identité morale et intellectuelle, les acteurs politiques naviguent à vue dans la confusion des rôles et des missions (public-privé, région-état, Europe-nation...). Déjà, une sorte de nécrophilie médiatique étale les coquetteries avec lesquelles la droite compte ses cadavres tandis que l`arbitrage présidentiel ne trouve à lui suggérer qu`un changement de mode... constitutionnelle. Pendant ce vaudeville, la conduite des affaires nationales en cohabitation révèle moins de discordance que de soumission concordante face aux diktats des puissances dominantes.

Il est évidemment permis de souhaiter le renouvellement de cette «classe politique», mais la prendre pour bouc émissaire d`une protestation social-populiste peut entraîner à terme la perte des institutions de la République. A court terme, aucune alternative crédible dans le monde politique ne laisse entrevoir de relève ni n`annonce d`altercation décisive qui puisse renouveler cette élite de l`intérieur.

En revanche, dans une perspective globale ou cavalière, apparaît en travers de la société française toute entière un clivage qui bloque de plus en plus la dynamique d`ascension et, par effet de réaction, peut, au tournant du siècle, provoquer une formidable rupture accélératrice. Au delà de la «fracture sociale», il faut sonder avec Emmanuel Todd la «fracture culturelle» qui caractérise la France.

■12. Sur les cumuls et la «consanguinité» des administrateurs de sociétés issus des grands corps de l`Etat, on se référera à *Gouvernement d`entreprise 1998 : trois ans après le rapport Viénot*, par le cabinet Korn-Ferry International, cité par *Le Monde* du 7 septembre 1999.

La fracture culturelle

Une catégorie supérieure (Todd dit catégorie A) rassemble 20% de la population française qui concentrent le maximum de compétences techniques, professionnelles, économiques et 40% des revenus. Le reste est relégué dans le grand sous-ensemble des «perdants»¹³.

De fait, on ne peut qu'être impressionné par l'analyse de Christian Beaudelot et Roger Establet¹⁴ quand ils constatent qu'après quatre siècles d'égalisation culturelle par l'initiation de plus en plus universelle au savoir des clercs, la révélation douloureuse des années 1950-1990 aura été que l'éducation secondaire et supérieure ne peut être également étendue à l'ensemble de la population. Dilemme de sociétés avancées, soudain disloquées par le progrès de l'instruction comme elle avaient été homogénéisées par ses commencements. Processus qui se résume en peu de phrases : «Une hausse d'ensemble et un accroissement de la dispersion. L'élite scolaire s'étoffe numériquement, maintient son niveau et se détache du peloton. Le peloton central s'étoffe, s'essouffle et s'étire. Loin derrière, des éléments moins nombreux peinent à refaire leur retard.»

Cette fracture, qui prélude à toutes les autres, n'a pas de cause économique, mais profite de la «crise» pour s'approfondir tandis que la pensée dominante, loin de s'y opposer, en tire une conviction d'évidence en faveur des doctrines qui hissent l'inégalité en paradigme. Les effets de terrain sont ici déterminants selon les nations. Todd, dans sa terminologie, distingue les «inconscients spécifiques» des pays selon qu'ils s'accordent aisément de la mystique inégalitaire (les Anglo-saxons), qu'ils s'y opposent et la modèrent au nom de leur structure communautaire (Allemagne, Japon...) ou qu'ils sont déchirés au plus profond parce qu'ils ont en eux les deux pulsions contraires.

C'est ici de la France qu'il est question. Le printemps 68, dont on a célébré avec ambiguïté le trentenaire, reflète bien l'hétérogénéité de nos tendances : la révolte étudiante berçait le rêve égalitaire de fusionner avec le monde ouvrier, mais c'est elle qui a symboliquement consommé la rupture en reléguant au grenier des antiquités les revendications populaires quantitatives et politiques pour y substituer la culture qualitative des convivialités interpersonnelles. La Révolution n'était plus qu'une fête champêtre en Lozère. On a pu suivre depuis la carrière des «élites soixante-huitardes», écartelées entre le puritano-gauchisme vert et les juteux pactoles du libéralisme avancé - tous deux aussi hostiles à la nation et à l'État. De même, et dans la ligne de la consultation maastrichtienne, le «oui à l'euro» des élites prétendument initiées ne paraissait se heurter qu'aux résistances inquiètes d'un petit peuple ignorant et égalitaire..

■13. Emmanuel TODD, *L'illusion économique : essai sur la stagnation des sociétés développées*, Gallimard, Paris, 1998.

■14. Christian BEAUDELOT et Roger ESTABLET, *Le niveau monte. réfutation d'une vieille idée...*, Seuil, Paris, 1990..

Cette fracture, que Todd prétend chez nous structurelle, est peut-être aussi l'un des ressorts de la créativité française et de sa capacité à incarner de temps à autre la problématique de la planète. Mais si, comme actuellement, l'économie y loge ses propres contradictions, le gouffre qui sépare l'élite à 20% du peloton central et celui-ci des pauvres qui peinent à la traîne se creuse en accentuant encore l'effet d'étrangeté. Il y a pire : les 20% eux-mêmes ne sont pas homogènes mais reproduisent le même schéma en abîme - une super-élite aux salaires astronomiquement distants de ceux des cadres du super-peloton central, d'où se détachent constamment vers l'arrière tous les superlargués que l'âge ou le hasard rejettent du système. Et ce qui paraît caractéristique de ce circuit, c'est que sa cruauté n'assure plus l'ascension de grand monde mais vise à la conservation prioritaire de ceux qui sont en poste. Pareto s'amuserait peut-être de voir les élites françaises ne se renouveler quasiment qu'au cimetière...

Comment renouveler les élites ?

La solution keynesienne que propose Todd - un déblocage de la demande économique globale faisant craquer la structure socio-économique rigide - est d'un utopisme dont il a lui-même expérimenté la naïveté quand il a épaulé Jacques Chirac à la présidentielle. Il est clair que celui-ci n'a ni la carrure personnelle, ni la conviction de s'opposer à la fatalité néo-libérale ; et l'échec de Philippe Seguin comme la marginalisation de Jean-Pierre Chevènement le démontrent, aucun «travaillisme sauveur» n'est en mesure de secouer de l'intérieur une aussi confortable connivence avec l'échec. Quant au renouvellement des élites par la voie élective, on la voit mal s'opérer sous la tutelle du personnel actuel.

En revanche, là où la mobilité ascendante est bloquée, il est de moins en moins absurde de rêver d'une secousse historique assez forte pour tout remettre en route - d'autant que les raisons d'un déflagration financière mondiale sont à la porte. Mais une telle perspective ne dispense pas de mesurer attentivement les données de la situation actuelle.

L'accentuation des disparités de conditions est en passe de ranimer en France une lutte des classes en trois volets : celle des exclus déclarés, celle la masse secrète des infériorisés, celle qui résulte de la précarisation souterraine des élites elles-mêmes.

Chaque sursaut de l'un de ces protagonistes éveille jusqu'ici la sympathie des autres comme on l'a vu lors de la grève de la SNCF en décembre 96, puis lors des manifestations pour les sans-papiers en 97 et de la Confédération paysanne en 99 ; une prochaine éruption pourrait parfaitement se généraliser dans une solidarité reconquise sans qu'aucun parti politique ni syndicat en prenne la tête.

Il est donc possible de penser ce changement en termes révolutionnaires, par la montée active de *franges élitaires* aujourd’hui de plus en plus marginalisées. Ces élites *en souffrance* – entendons : à la fois en attente de succès et étroitement liées à la commune épreuve – ont les moyens de puiser aux sources intellectuelles qui abondent pour réfuter le discours dominant. Elles ont aussi une forte demande envers l’État comme arbitre et responsable. Elles ont enfin le sens de la nation comme espace légitime du lien politique et de la citoyenneté.

Républicaines, elles le sont beaucoup plus que le *Tiers instruit* de 1789 qui maîtrisait une large part de la propriété et ne souffrait que d’être symboliquement infériorisée par la noblesse. Elles sont un Tiers refoulé, méprisé, sacrifié au banco spéculatif des joueurs de la haute. Elles sont et seront de plus en plus conduites à agir, penser, parler sous l’inspiration de cette «misère» dont Bourdieu a dressé le scandaleux inventaire¹⁵ et que Jan Patocka avait choisi comme «*Cogito*» de sa philosophie de la liberté.

De cette profondeur et abjection dans l’épreuve peut se prendre un élan qui répond aux attentes du bien commun, à condition d’œuvrer sans perdre de vue les repères de la citoyenneté selon notre plus vivante tradition.

Savoir que l’espace humainement et historiquement défini du droit est la Cité, forme historique et politique de la nation. Que c’est par elle qu’on touche et atteint l’universel.

Croire que la fonction de l’État est le service. Un État serviteur a non seulement le droit mais le devoir d’exiger que l’on serve.

Enfin, il n’est pas incongru d’espérer et vouloir à la tête de la Nation et de son État le représentant de tout homme qu’est le Prince. Il sera par vocation au côté des élites en souffrance et marginalisées, le symbole, témoin et garant, de la nécessité du renouveau.

Luc de GOUSTINE

■ 15. Outre *La misère du monde*, cf. de Pierre BOURDIEU, *La Noblesse d’Etat*, Minuit, Paris, 1989.

CONTACTS : 01 42 97 42 57 ou 02 41 48 95 03

Les cycles de politique appliquée de l'IFCCE

Session des 23 & 24 octobre 1999 : « La souveraineté »

La naissance d'un courant désigné comme «souverainiste» et les récents succès des politiciens qui s'en réclament, placent dans l'actualité un ensemble de questions d'une grande complexité. Les polémiques menées par les adversaires de la souveraineté accentuent la tournure passionnelle du débat, qui risque de s'en trouver durablement obscurci. De quoi s'agit-il en effet ?

- Tantôt de la *souveraineté nationale*, autrement dit, de l'indépendance d'une nation historique - la France - qui est menacée par les abandons de souveraineté au profit de tel ou tel organe de l'entité européenne et qui est confrontée à l'hégémonie américaine.

- Tantôt de la souveraineté de l'Etat, rejeté dans une large mesure par les libéraux, récusé par les libertaires, et dont les pouvoirs sont sacrifiés depuis plusieurs années par le milieu dirigeant : privatisations, abandon de la politique industrielle, organes de contrôle indépendants pour l'audiovisuel, les télécommunications, etc..

- Tantôt de la souveraineté populaire, invoquée par les démagogues de l'extrême droite et par une certaine gauche qui voudraient donner droit au «référendum d'initiative populaire».

Le souverainisme mélange ces différentes notions, et constitue une forme (classique dans l'histoire de la France moderne) de nationalisme autoritaire et xénophobe. Face à cette tendance, mais aussi par l'effet d'une dynamique qui remonte à 1968, les adversaires de la souveraineté rejettent à la fois l'Etat, le pouvoir politique, la politique elle-même et les nations historiques qu'ils estiment dépassées. Ces attitudes extrémistes ne permettent pas de saisir ce qui doit être effectivement défendu en matière de souveraineté.

Il importait donc de clarifier les termes du débat avant de se prononcer sur le fond des questions soulevées. Tels ont été les enjeux de notre session d'octobre 1999, dont le numéro 34 de *Cité* publierà les contributions essentielles.

Session des 29 & 30 janvier à Angers : « L'entreprise »

Comment l'économie financiarisée détruit ; comment elle se détruit avec ses méthodes de management ; comment la reconstruire.

Pour faire son métier de citoyen

- Militer, c'est assumer ses responsabilités de citoyen et accepter d'avance les risques et obstacles, affronter les situations exigeantes, éprouvantes qui en découlent. Cela ne s'improvise pas. Une formation apporte la crédibilité à long terme de toute action.

- Le cycle de politique appliquée d'Angers vise à doter d'une formation générale (sciences politiques, droit, philosophie, histoire, économie) ceux qui, dans le champ social, syndical ou politique, refusent d'être balottés au gré des événements et veulent pouvoir tenir un cap.

- Les sessions sont aussi une redécouverte du collectif comme cadre de l'action des citoyens. Car l'époque, propice aux ruptures historiques, exige et exigera de plus en plus des hommes conscients de leurs responsabilités et porteurs de projets qui redonne sens à la vie commune. En de telles périodes, de petits groupes de citoyens peuvent jouer un rôle utile dès lors qu'ils ont une pensée rigoureuse et s'organisent.

Logique marchande : vers un nouveau totalitarisme ?

Philippe AronDEL

est économiste. Il a traité le présent sujet à la session de Politique appliquée d'Angers en avril 1999.

«Il faut sans doute être marxiste au Collège de France pour ignorer que la marchandise est par essence, en tant que rapport social, annihilation de toute particularité qualitative et de toute singularité locale au profit de l'universalité abstraite du marché. Si on accepte la marchandise, on doit accepter son devenir-monde, dont chaque marchandise particulière est un agent, avant même d'être fabriquée à Taïwan. Pour que puissent jouer pleinement les valeurs dynamiques du commerce intégral, il faut bien sûr un monde «ouvert» ; ouvert sur l'infini de l'effort économique toujours à recommencer ; ouvert aussi à la cooptation à tous les échelons hiérarchiques de ceux qui offrent des traits d'affinité marqués avec l'élite dirigeante : nihilisme, manque d'imagination, passion du conformisme et froideur des caractères sadiques. A l'inverse, les récalcitrants iront rejoindre le rebut des surnuméraires et des arriérés dans les oubliettes de l'infra-consommation, de l'errance plus ou moins assistée.»

Remarques sur la paralysie de décembre 1995, *Editions de l'Encyclopédie des nuisances*, Paris, 1996.

A de nombreux signes convergents, dont le décryptage subtil n'est pas toujours aisé, nous semblons nous acheminer à la vitesse grand V vers un nouveau Moyen Age social, une sorte de nuit marchande infinie où l'homme, devenu esclave des rythmes erratiques du marché, ne serait plus qu'un pur appendice du capital et de son mouvement de valorisation sans limite.

Le retour de la question sociale

Il n'est guère de jour, en effet, où l'actualité la plus prosaïque ne se charge, dans un hourvari de débats improbables et de décisions éthiquement scandaleuses, de nous renvoyer l'image d'un monde qui se défait spasmodiquement, s'abandonnant sans retenue au culte de l'activisme et de

LE RETOUR DU SOCIAL

l'impérialisme de l'argent. Délitement fulgurant des grands repères collectifs, renaissance des pauvretés structurelles de masse, surgissement d'espaces sociaux atomisés à l'extrême, explosion des inégalités, dynamitage conscient et organisé d'un droit du travail considéré comme un obstacle majeur à la créativité économique... Depuis quelques années, sur fond d'atonie sociale étrange, l'on assiste à la montée en puissance d'un véritable syndrome de régression sociale, aucune partie de la planète n'étant épargnée par ce qui constitue, à bien des égards, un retour aux pires errements antihumains du capitalisme originel.

Aux yeux des tenants de la pensée unique, c'est-à-dire de tous ceux qui communient dans les concepts libéraux à la mode, l'on ne saurait décentrément assimiler la situation économico-sociale actuelle à une catastrophe historique, les dysfonctionnements présents n'étant que la rançon – transitoire, si l'on ose dire – d'une adaptation trop lente et trop pusillanime aux incontournables canons de la mondialisation capitaliste en cours.

A les en croire, il suffirait donc que les gouvernements, dans un geste iconoclaste... qui ne serait qu'un ralliement intelligent à la philosophie du plus strict des réalismes, osent enfin rompre le cordon ombilical qui les relie à un passé interventionniste désormais frappé d'obsolescence. Alors, la phase présente – qu'ils condescendent, du bout des lèvres, à juger douloreuse pour le plus grand nombre ! – se transformerait comme par enchantement en une première étape radieuse sur le chemin menant à l'écllosion de l'économie-monde du III^e millénaire. Bref, ce ne serait pas le nouveau cours du capitalisme – un nouveau cours marqué par une offensive de tous les instants contre les droits sociaux et la souveraineté des peuples – qui serait à l'origine de «l'horreur économique» devenue aujourd'hui notre lot quotidien, mais bien plutôt l'incapacité des Etats à s'émanciper définitivement du dogme «réglementariste», quasiment «socialiste», qui les a, jusque-là, guidés dans leur démarche au jour le jour.

Maîtriser les nouvelles problématiques en gestation

Certes, l'on ne se reconnaîtra pas ici dans le conservatisme coupable de ceux qui, repliés derrière la ligne Maginot de leurs certitudes d'un autre âge, refusent de se frotter au réel, préférant le confort des formules toutes faites au grand vent décoiffant de l'analyse sans *a priori*, de la conceptualisation aventureuse.

Qu'on le veuille ou non, le nouveau paradigme espace-temps qui est au cœur de l'émergence du «village mondial» en ce XX^e siècle agonisant impose que l'on sache, avec un courage le disputant à la rigueur, redéfinir certaines des catégories conceptuelles qui ont présidé, depuis des décen-

nies, à notre appréhension du phénomène économique en tant que tel.

Quand, par exemple, les cours de la Bourse s'affichent à peu près sur toute la planète quasiment en temps réel, traduisant de facto la naissance d'un espace du capital mondialement unifié, peut-on encore défendre, becs et ongles, une conception traditionnelle – certains diront périmée – de l'Etat-nation ? Lorsque plusieurs centaines de transnationales, dont la force de frappe financière rivalise parfois avec celle de certains Etats, poussent à la mise en concurrence, en se jouant cyniquement des frontières, de tous les salariés de la planète, est-il encore possible de s'en remettre, mécaniquement, aux bonnes vieilles recettes régulatrices d'hier ?

Mais c'est une chose d'essayer, avec un pragmatisme créateur de bon aloi, de maîtriser les nouvelles problématiques en gestation ; c'en est une autre de s'aveugler consciemment quant aux causes profondes qui ont contribué à leur éclosion. Car le nouveau paysage socio-économique qui naît sous nos yeux effarés n'est en aucune façon, comme le prétend faussement la Vulgate à la mode, le fruit d'un déterminisme marchand implacable, le produit d'une naturalité économique «impérialiste» qui aurait conduit les Etats, dans un souci de respect des contraintes indépassables du marché, à un véritable Canossa pratique et idéologique.

L'utopie d'un ordre social spontané

Au risque de choquer tous ceux – et ils sont, hélas, légion par les temps qui courrent – qui adhèrent aux grands schèmes conceptuels de la pensée unique, l'on dira que ce sont les Etats eux-mêmes qui, dans une stupéfiante démarche d'auto-dessaisissement, ont procédé à leur suicide politique, la décennie 1980 ayant marqué, sur ce point capital pour l'histoire des idées contemporaines, une véritable rupture ontologique. En effet, c'est au cours de cette période fondatrice que, sous la pression d'un libéralisme revigoré, désireux de reconquérir une légitimité dans un espace intellectuel jusque-là rétif à sa vision du monde - une anthropologie stricto sensu nominaliste¹ - que nombre de politiques succombent aux sirènes des thématiques du «moins d'État», ou plus exactement à la séduction d'un discours passablement réactionnaire, mêlant en un cocktail détonant anti-étatisme obsessionnel, apologie de l'individualisme... et moralisme subtilement dévoyé.

■ 1. Nominalisme : doctrine d'après laquelle les idées générales (ou plutôt universelles) ou concepts n'ont aucune réalité ni dans l'esprit (conceptualisme) ni dans les choses (réalisme), mais sont seulement des signes généraux, des noms.

La véritable contre-révolution qui prend alors son essor – une contre-révolution radicale, réactualisant les vieilles lunes théoriques du libéralisme originel – a ceci de particulier qu'elle ne se fixe pas seulement pour objectif de jeter un peu d'huile dans les rouages supposés grippés de l'économie administrée, mais aussi et peut-être surtout de faire advenir l'utopie mortifière d'un ordre marchand spontané, d'une histoire humaine libérée des pe-

santeurs contre-productives de l'interventionnisme politique, mais réglée, telle une horlogerie sophistiquée, par la main invisible d'un jeu du marché supposé, par essence, intelligent et structurant².

Des rapports sociaux drastiquement reconfigurés

Il n'est guère besoin d'être grand clerc pour comprendre que l'enracinement de cette Weltanschauung antivolontariste qui, par certains de ses aspects, flirtait avec la dialectique hégélienne de la ruse de la Raison, ne pouvait que déboucher, dans la pratique, sur une déconstruction rampante des grands compromis sociaux initiés sous la houlette inspirée de l'État Providence, au lendemain de la seconde guerre mondiale dans la plupart des pays industriellement avancés.

→ «Il est connu que la «ruse de la raison» hégélienne doit beaucoup à la «main invisible» d'Adam Smith. L'une et l'autre obéissent au schéma suivant. A la base, nous avons des individualités indépendantes, radicalement séparées, qui poursuivent chacune leur intérêt égoïste, se laissant porter par leur nature ou leurs motifs propres. Ces individus ne sont pas des sujets : il leur manque la capacité de se soumettre à une sphère supra-individuelle, valable pour tous, à une loi commune limitant les moi individuels selon les règles d'une normativité autofondée. Ils sont incapables de porter ensemble, volontairement et consciemment, un projet commun. Et cependant, leurs actions apparemment désordonnées se coordonnent automatiquement, comme mises par une «main invisible», comme obéissant à une «harmonie préétablie». L'ordre collectif résulte d'un «processus sans sujets», comme le disent significativement dans les mêmes termes Hayek, le champion du «libéralisme», et Althusser, celui du structuralo-marxisme.», Jean-Pierre Dupuy, *Le sacrifice et l'enjeu*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.

Nul ne s'étonnera que l'un des outils privilégiés de cette restructuration en profondeur des rapports capital/travail – rapports qui avaient réussi à s'équilibrer, au travers notamment de la mise en place d'une architecture juridique encadrant les forces du marché – ait été le retour en force, et ce dans presque tous les domaines sensibles, de modes de régulation purement marchands³, de modes de gestion comptables débarrassés de toute «hypothèque sociale».

Jusque-là plus ou moins contenu, endigué dans sa propension naturelle à s'autoreproduire sauvagement, à s'approprier toute la créativité humaine dans un processus infini et fétichisé de guerre concurrentielle, le capital

■2. «Les grandes lignes du monde économique actuel ont été tracées non pas suivant un plan d'ensemble sorti du cerveau d'un organisateur et délibérément exécuté par une société intelligente, mais par l'accumulation de traits sans nombre, dessinés par une foule d'individus obéissant à une force instinctive et inconsciente du but à atteindre.» Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Gallimard, 1976, coll. Idées.

■3. «A la fin des années 80, la mise en concurrence des capitalismes semblait devoir tourner à l'avantage du modèle japonais et du capitalisme rhénan, seuls capables d'assurer la nécessaire recomposition des institutions fordistes vieillissantes. Cet espoir semble avoir vécu. La régulation marchande anglo-saxonne resurgit comme modèle inévitable, à défaut de désirable. Les multinationales américaines ont repris l'offensive. Wall Street mène la danse en matière de finance. Les politiques économiques nationales se trouvent sous le contrôle permanent des marchés financiers.», Robert Boyer, *Le retour de la régulation marchande*, Alternatives économiques, mai 1996.

allait redevenir libre de tous ses mouvements, fût-ce les plus désordonnés, les plus socialement «criminogènes».

Une déconstruction du rapport salarial classique

Marchés financiers désormais en position de peser sur les orientations politiques de chaque pays, montée en puissance des grands fonds d'épargne collective jouant la carte de la rentabilité maximale, explosion des produits dérivés permettant de spéculer... sur du rien : en très peu de temps, par le biais d'une offensive néo-libérale, relayée par des Etats s'autodétruisant et des organismes internationaux trahissant leur vocation originelle, l'on aura vu s'esquisser les contours d'une nouvelle stratégie d'accumulation du capital fondée, en apparence du moins, sur la prééminence du capital-argent.

On aurait cependant tort de penser, ainsi que nous y invite toute une partie du courant anti-libéral actuellement en plein développement, que l'émergence – indubitable – de ce nouveau mode de fonctionnement systémique du capitalisme signifierait que capital-argent et capital productif seraient totalement déconnectés l'un de l'autre, dériveraient, en quelque sorte, dans des histoires parallèles que nulle complicité dialectique ne viendrait plus visiter⁴.

Contrairement à l'idée reçue qui oppose constamment, pour la bonne cause, le mauvais capital spéculatif au bon capital productif, une analyse fouillée des réalités économiques qui prévalent aujourd'hui montre que, dans un jeu d'alliances complexes rendu possible par la globalisation, capital-argent et capital industriel participent d'une même démarche rétrograde ayant pour finalité de remodeler de fond en comble le champ salarial, de façon à en soumettre les mécanismes régulateurs traditionnels à la transcendance «naturaliste» de la scansion marchande. En effet, que ce coup de force soit mené à la hussarde par un capital-argent sachant user de toutes les ressources d'une rhétorique pseudo-démocratique - empruntant, par exemple, le masque du «gouvernement d'entreprise» - ou qu'il soit assumé par le capital productif au nom d'une mondialisation alibi, c'est encore et toujours d'une reconfiguration drastique de la force de travail qu'il s'agit, tant en ce qui concerne la place qu'elle occupe dans le processus productif que les liens contractuels qui la définissent depuis la mise en place du compromis fordien.

L'émergence d'un homme-marché

Très consciemment – en un temps qui voit le rapport des forces lui être plus que favorable – le capital aspire à faire du travail humain une pure

■ 4. «Valeur tournée vers l'autovalorisation et rapport social reposant sur la propriété privée des moyens de production, le capital doit néanmoins être pensé en tant qu'unité différenciée et hiérarchisée. Le capital productif (ou capital engagé dans l'industrie au sens large), le capital commercial (ou capital engagé dans le négoce et la grande distribution concentrée) et le capital-argent doivent être abordés comme des éléments d'une totalité, des différenciations à l'intérieur d'une unité. De la différenciation entre les trois formes peuvent jaillir des contradictions profondes. Mais elles sont circonscrites par le fait que le capital sous toutes ces formes repose sur la propriété privée (ce qui marque les limites des affrontements économiques ou politiques entre les intérêts immédiatement liés à l'une ou à l'autre des trois formes), et aujourd'hui aussi par le fait que les trois formes, même la forme du capital «productif», sont marquées d'un sceau rentier extrêmement fort.», François Chesnais, *Mondialisation du capital & régime d'accumulation à dominante financière*, Revue Agone, 1996.

variable d'ajustement, à travers, notamment, une recomposition poussée de ses rythmes. Comment ne pas voir, par exemple, que l'obsession de la flexibilité – obsession qui est au cœur de toutes les philosophies managériales branchées – recouvre en fait le désir de plus en plus avoué de gérer le salariat quasiment en temps réel, selon les pulsations d'une temporalité marchande affranchie de toute entrave éthique ou politique ?

Ce qui se trouve donc énoncé - dans une confusion savamment entretenue quant aux fins réelles poursuivies - par la plus que subversive ingénierie du temps qui s'instaure dans les entreprises de cette fin de siècle, c'est le credo stricto sensu matérialiste d'un argent impérial, soucieux de subvertir le rapport salarial établi en faisant, notamment, voler en éclats les clivages traditionnels entre travail et non travail, activité et loisir, temps de la subordination juridique classique et temps de l'accomplissement autonome de soi⁵.

Les débats actuels – débats pour le moins byzantins pour le profane – sur le sens réel à donner à la notion de travail effectif ou d'astreinte, ne sont, à y bien regarder et par-delà leur aspect froidement technique, que l'expression quelque peu chaotique de le glissement historique d'une société salariale stable, fondée sur des frontières temporales aisément repérables, vers un espace de travail éclaté, «déterritorialisé» à l'extrême, piloté par le temps du marché.

Une contre-réforme juridique radicale

Mais cette prise de pouvoir par le marché, cette soumission accélérée des temps pluriels de la cité et du champ social à la dictature nihiliste de la scansion marchande, n'eût pas pu se produire – du moins avec une telle force destructrice – si n'avaient pas été préalablement détricotées, finement déconstruites, les grandes réglementations stricto sensu politiques qui empêchaient depuis des décennies le capital d'aller jusqu'au bout de sa logique totalitaire. Pour parler clair, il fallait faire table rase du corpus éthico-juridique établi – un corpus progressiste, fondé sur le souci de faire vivre la notion de personne au cœur même d'un rapport marchand la niant – pour que fût ouverte la voie royale menant à une déréglementation échevelée de toutes les activités humaines.

On comprend mieux, dans ces conditions, que l'axe central, stratégique, de la véritable guérilla conceptuelle, engagée au tournant des années 1980 par les néo-libéraux de toutes obédiences, ait résidé dans une mise en accusation de la philosophie égalitariste et citoyenne régissant, depuis ses origines, le droit du travail. Bien que marqué au coin d'une ambiguïté idéologique peu niable, celui-ci s'était en effet efforcé, dès ses premiers balbutiements,

■5. Cf. Alain Supiot, *Temps de travail : pour une concordance des temps*, Droit social, décembre 1995.

tiements, de doter le travail d'un statut protecteur. Démarche «révolutionnaire» couronnée de succès, puisque l'on peut affirmer sans risque d'être jamais démenti, que le salariat moderne – «invention» progressiste porté sur les fonts baptismaux par un droit social progressivement affranchi des dogmes contractualistes et individualistes de la doctrine civiliste – en aura été l'une des expressions les plus positives. Dans un pays comme la France, dont la tradition centralisatrice est un fait avéré, c'est la construction, sous les coups de boutoir d'une lutte de classe imprévisible, de ce que Georges Scelle a appelé d'une formule éclairante un «droit ouvrier d'origine étatique», qui aura permis de battre en brèche, mesure après mesure, l'omnipotence du pouvoir patronal.

Faut-il dès lors s'étonner que l'incroyable procès en sorcellerie instruit, par toute la pensée unique dominante, contre le droit du travail ait affiché comme objectif prioritaire une remise en cause drastique du rôle de la loi en matière de réglementation sociale ? Est-il si étrange que les hérauts d'une vision du monde contre-révolutionnaire, articulée autour du concept d'autorégulation, aient concentré leurs attaques sur l'universalisme libérateur dont la loi, en tant que traduction fidèle des désirs de la souveraineté populaire, est le vecteur naturel ?

Une refondation libérale du droit du travail

Contrairement, en effet, à ce qu'une polémique anti-libérale superficielle voudrait nous faire accroire, l'offensive actuelle des partisans du «tout marché» n'a pas pour but d'en finir avec toute idée de règle du jeu dans le domaine social. A l'exception notable de la petite poignée d'anarcho-capitalistes qui, aux Etats-Unis, se font les chantres – peu inspirés – d'une marchandisation/privatisation de tout l'espace social, la plupart des tenants du libéralisme de cette fin de siècle plaident, non pas comme l'on pourrait s'y attendre pour une éradication pure et simple de la législation sociale existante, mais bien plutôt pour une «réécriture à l'envers» du droit du travail, de sorte que l'entreprise puisse devenir, un jour, créatrice de ses propres normes juridiques, productrice d'un droit social de type nouveau, en phase avec les soubresauts de la mondialisation ultra-capitaliste en cours.

En fait – et sur ce point des preuves plus convaincantes les unes que les autres abondent – il s'agit, dans l'esprit de tous ceux qui militent pour le bouleversement de la hiérarchie actuelle des sources du droit du travail, de parvenir à faire de la monade entrepreneuriale le cœur d'un nouveau et pervers dispositif de compromis salarial, où la logique de la régulation – c'est-à-dire la logique de l'adaptation infinie à une loi marchande supposée indépassable – l'emporterait sur celle, jugée obsolète et contre-produc-

tive, de la réglementation. C'est le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD) – un groupe de pression que l'on s'acharne à présenter comme le «poil à gratter» du patronat installé – qui a su exprimer avec le plus de talent la volonté du capital de ce temps de reléguer dans les oubliettes de l'Histoire la loi, en tant que manifestation pratique et symbolique de la recherche d'un dépassement des formes les plus aliénantes de la domination marchande. Par-delà une certaine retenuet qui peut faire illusion, les lignes suivantes ne sont-elles point, à y bien regarder, un vibrant manifeste en faveur d'une autogestion à visage patronal, autogestion new look au service de l'impérialisme de l'argent ?

Il nous faut donner un nouvel esprit aux lois. Passer de la réglementation à la régulation et déplacer les frontières de l'ordre public social, c'est-à-dire exiger de la loi qu'elle fixe les principes et les règles essentielles et faire confiance aux acteurs sur le terrain pour mettre en place les procédures et les organisations adaptées. La loi ne doit pas réglementer la mise en œuvre, mais fixer les interdits et révéler les possibles⁶.

Si jamais, d'aventure, pareille utopie néo-féodale venait à s'incarner dans les faits, c'est tout le pacte social républicain qui se trouverait frappé au cœur, avec les conséquences sociétales désastreuses qui ne manqueraient pas d'en découler.

Vers de nouveaux clivages idéologiques

Face à cette agression planifiée, touchant au cœur même de ce qui constitue notre vie intime, au secret de notre existence, l'opinion publique, comme tétonisée par l'ampleur des enjeux, aura fait preuve pendant de longues années d'une mollesse tout à la fois étrange... et compréhensible. Aujourd'hui, alors que la crise financière mondiale s'exacerbe, les lignes de clivage du paysage idéologique dominant paraissent bouger, voire se fracturer décisivement, permettant le surgissement d'une pensée non conformiste, qui se refuse à sacrifier béatement aux mots d'ordre du moment.

Pour sympathique qu'elle soit, cette irruption dans le champ médiatico-intellectuel d'une école de la dissidence anti-libérale ne va pas sans pécher, au plan des analyses et des propositions esquissées, par de redoutables ambiguïtés. Les nombreuses voix qui désormais s'élèvent pour fustiger l'absurdité patente des politiques ultra-libérales semblent, en effet, moins soucieuses de contribuer à la renaissance d'une pensée progressiste de rupture, d'un corpus doctrinal contestataire en phase avec les aspirations des hommes de ce temps, que de «bricoler» à la marge – et ce terme n'a, dans les circonstances actuelles, rien de péjoratif – des programmes d'action visant

■6. *Vers l'entreprise à la carte*, Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD), octobre 1995.

LOGIQUE MARCHANDE : VERS UN NOUVEAU TOTALITARISME ?

à re-réguler le jeu marchand, sans se risquer à le contester dans sa logique profonde.

Or, la situation présente, faite d'une accumulation de frustrations inexprimées et d'une désillusion croissante à l'égard des vieux modèles de représentation (politique ou autre), exige bien plus qu'une stratégie de replâtrage. C'est une révolution authentique – une révolution sociale et métaphysique transgressant radicalement la fausse et dérisoire hiérarchie des valeurs établies – qu'il nous faut «programmer» si nous voulons que demain, par-delà tant de désillusions et de rêves saccagés, les hommes, enfin maîtres de leur histoire, réapprennent la grammaire de la rupture libératrice.

Philippe Arondel



sur internet

- ◆ Notre revue dispose maintenant d'un site internet. On y trouve le sommaire détaillé du dernier numéro paru ainsi que le texte de l'éditorial de présentation de ce numéro, les sommaires de tous les numéros antérieurs de *Cité*, une présentation de notre partenaire l'IFCCE (Institut de formation civique et de coopération européenne) ainsi que tous les renseignements utiles pour s'abonner ou commander des numéros.
- ◆ Depuis la création du site (en septembre dernier) plusieurs centaines d'internautes sont venus le consulter sans que nous n'ayons fait de publicité particulière. Il est vraisemblable que le nombre de consultations mensuelles soit appelé à se développer d'une manière importante au fur et à mesure que le site sera référencé dans les moteurs de recherche.
- ◆ Nos lecteurs internautes peuvent contribuer à ce succès en faisant connaître à tout leur carnet d'adresses l'existence de notre site :

<http://altern.org/revuecite>

- ◆ Nous avons en projet d'améliorer encore ce nouveau moyen de diffusion (en particulier en faisant une table de tous les rédacteurs ayant collaboré à *Cité* - plus d'une centaine !). Toutes les suggestions de nos lecteurs seront donc les bienvenues faites-nous les connaître par courriel :

revuecite@altern.org

Les 35 heures, ou l'«employabilité»...

Nicolas Palumbo

économiste et journaliste,
spécialiste de la vie des syndicats.

La réduction du temps de travail serait-elle à la fois - comme la langue d'Esopé - la meilleure et la pire des choses, et la loi Aubry, une fausse bonne idée ? La meilleure des choses, parce que la réduction du temps de travail va dans le sens de l'histoire - une histoire qui libère petit à petit l'homme de la contrainte de gagner son pain à la sueur de son front. La pire, parce que, le rapport de force étant favorable au patronat, les salariés ne parviennent pas à faire entendre leur voix, et que, loin de constituer une avancée vers toujours plus de justice sociale, elle risque, au contraire, d'asservir davantage l'homme à la froide logique de la finance ; enfin parce qu'elle ne semble pas aujourd'hui atteindre les objectifs initialement fixés : créer des emplois et relancer le dialogue social.

Tel est le verdict que l'on serait tenté de rendre au vu des premiers résultats concrets du passage aux 35 heures de travail hebdomadaire. Bien qu'il soit encore trop tôt pour tirer les conclusions définitives, statistiques, témoignages et enquêtes glanés ici ou là permettent de dégager des tendances assez nettes. Si l'on en croit les résultats d'un rapport publié par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité fin septembre 1999¹ à la veille de la présentation à l'Assemblée nationale du projet de seconde loi relative aux 35 heures, le premier objectif est loin d'être atteint. Au 1er septembre, 15 026 accords ont, en effet, été signés qui s'appliquent à un peu plus de 2,1 millions de salariés. Or, ces accords ne contiennent que des promesses d'embauches portant sur la création de 103 000 emplois et le maintien de 18 000 autres, et non - du moins à l'heure où cette enquête était réalisée - sur des embauches effectives. Martine Aubry, elle-même, estimait alors «aux alentours de 30 000», le nombre d'emplois d'ores et déjà créés. Alors que la loi est censée entrer en vigueur au 1er janvier 2000, seules 12,5% des 120 000 entreprises comprises dans le champ d'application de la loi ont conclu un accord.

■1. Rapport réalisé par la DARES (ministère de l'Emploi et de la Solidarité).

En mars 1998, le ministère de l'Economie et des Finances a réalisé trois simulations pour évaluer les conséquences, sur l'emploi, du passages

au 35 heures. La première - très optimiste - tablait sur le passage aux 35 heures en 2002 dans toutes les entreprises de plus de 20 salariés, des gains de productivité de l'ordre de 3.4%. l'acceptation par les salariés d'une diminution partielle de leurs salaires et la création de 380 000 à 510 000 emplois. La deuxième - solution retenue par Bercy - prévoyait le passage aux 35 heures dans les 2/3 des entreprises de plus de 20 salariés, des gains de productivité de 3.4%, le maintien des salaires, le gel du pouvoir d'achat des salariés jusqu'en 2002 et de 210 000 à 280 000 créations d'emploi. Dans le troisième scénario - carrément catastrophique - seule la moitié des entreprises de plus de 20 salariés passaient aux 35 heures en 2002, les gains de productivité horaire s'établissaient à 4%, les salaires et le pouvoir d'achat n'était gelé que jusqu'en juin 1999, enfin, 20 000 emplois étaient supprimés.

Au vu des résultats actuellement à notre disposition, nous nous situons entre le scénario de blocage et le scénario médian, plus proche toutefois de la troisième hypothèse. Autre zone d'ombre à porter au bilan : toujours selon l'étude de la DARES, sur les 120 000 emplois que créerait la loi Aubry, 15 000 auraient été créés de toute façon, soit 12.5% des effectifs créés ou maintenus. En outre, il est difficile, en l'état actuel des choses, d'établir une distinction entre les emplois créés grâce aux 35 heures et ceux qui l'ont été par le regain d'activité. Martine Aubry reste malgré tout optimiste. Selon elle, entre 10 000 et 20 000 accords seraient signées avant la fin 1999.

Deuxième défi lancé par le ministre : la relance du dialogue social. Il est de bon ton, en effet, de prétendre que jamais depuis la première loi Aubry, le dialogue social ne s'est aussi bien porté. Tel est du moins, le discours en vogue rue de Grenelle et à la CFDT. Or que constate-t-on en réalité ?

D'abord que le MEDEF, en désaccord avec le gouvernement sur le mode de financement des 35 heures, menace de quitter les organismes paritaires (Caisses de sécurité sociale, UNEDIC, ASSEDIC...). Ensuite, que le dialogue social dans les entreprises est réduit à sa portion congrue. Une enquête réalisée par la CFTC auprès de délégués syndicaux entre juin et septembre 1999 sur le thème les " 35 heures et le dialogue social "² révèle que " rares sont les entreprises où les 35 heures ont été l'occasion d'améliorer ou même de redynamiser le dialogue social. Ce constat vaut pour les relations entre les organisations syndicales et les directions, mais aussi pour les relations entre les organisations syndicales et les salariés. La quasi-totalité des personnes interrogées constatent une détérioration du dialogue social dans leur entreprise suite à l'ouverture des négociations 35 heures. Certes, d'un point de vue quantitatif, il n'y a jamais eu autant de réunions préparatoires, de discussion et de négociation. A la SNECMA, par exemple, les statistiques montrent qu'il faut en moyenne 35 heures de négociation pour aboutir à un

■2. Cf. *La Vie à Défendre*, CFTC Magazine d'octobre 1999.

accord. Sur le dossier de la réduction du temps de travail, ils totalisent déjà 106 heures de négociation et n'ont toujours pas abouti. " Dans certaines entreprises, en fait de négociation, la direction présente et déroule sa copie. Un projet quasiment bouclé sans véritable marge de manœuvre pour les organisations syndicales. "

Face à ce constat général, les auteurs de l'enquête avancent plusieurs explications à cette détérioration du dialogue social. Ainsi, certaines entreprises sous-traitent le dialogue social à des cabinets conseil, d'autres contournent les organisations de salariés au profit de commissions, comités, groupes de travail ou de dialogue. Peut-on parler de dialogue social lorsque l'UIMM (patronat de la métallurgie) menace de dénoncer la convention collective si les syndicats refusent de signer l'accord sur les 35 heures qu'elle leur propose ? On pourrait multiplier les exemples à l'envi.

Peut-on affirmer alors comme certains que les 35 heures ont permis de réorganiser le travail ? Même pas. Un reportage réalisé par le mensuel *Liaisons sociales*³ dans de grandes entreprises comme la Générale des eaux, EDF ou Renault montre qu'il n'en est rien et que " la répartition des congés, le volume d'emplois créés ou les contreparties de la flexibilité ont monopolisé les débats ". Et l'article de démontrer que la faute en incombe aux salariés et à leurs organisations archaïques qui n'ont pas jouer le jeu de la modernité de l'entreprise.

La loi sur les 35 heures, et plus généralement l'aménagement sur la réduction du temps de travail apparaît sous son vrai visage : une loi favorable au patronat destinée à introduire davantage de flexibilité, à précariser l'emploi et à rendre les travailleurs de plus en plus «employable» (taillables et corvéables à merci, disait-on autrefois). Ce qui est en cause, ce n'est pas tant la réduction du temps de travail que ses motivations dans le contexte actuel : ce n'est pas finalement la loi sur les 35 heures, mais l'état d'esprit qui a présidé à son élaboration.

■3. *Liaisons sociales*, magazine de novembre 1999.

Nicolas PALUMBO



"Rien ne vaut le recours au texte français du XVI^e siècle, si savoureux et si persuasif de Jean Bodin. Notre grand juriste montre que, loin d'en être la négation, le principe de souveraineté est la condition même de l'état de droit et de l'instauration de la justice pour un peuple."

Gérard Leclerc
dans *Royaliste* (14 juin 1999)

Jean Bodin (1530-1596)

Les six livres de la République
(morceaux choisis)

Préface de Luc de Goustine

Parus dans la collection "Voix de la cité"
aux éditions Confluences

En vente à "Cité" : prix franco 62 F

Les périls de l'Europe monétaire ou des choses cachées depuis Maastricht

Alain PARQUEZ

est professeur d'économie à l'Université de Franche Comté et à l'Université d'Ottawa.

Tous les bons esprits à la Cour et à la Ville s'indignent du peu d'enthousiasme du public pour les élections européennes. On dit dans les salons que l'Europe n'a pas su se vendre. La métaphore en dit long ! Loin d'être l'ultime stade de l'idée hégélienne du Pouvoir, l'Europe de Maastricht et d'Amsterdam n'est plus qu'un produit dont la demande dépend du budget de publicité de ses fabricants. Nul, parmi les nouveaux «chiens de garde» que dénoncerait un nouveau Nizan, ne se soucie de l'adage : on ne peut indéfiniment tromper le public car il devine ce qu'on veut lui cacher.

Le cœur de l'euro

Pourquoi faudrait-il élire les députés d'un Parlement européen qui n'a de parlement que le nom, puisque c'est un club de rentiers de la politique dépourvu du moindre pouvoir pour infléchir le cours d'un Ordre qui s'institue, non pas au bénéfice de tous, mais pour asservir à jamais les peuples d'Europe aux intérêts du pouvoir dominant, c'est-à-dire - pour citer François Perroux - du capitalisme rentier ?

Nul en France n'a jamais vraiment expliqué ce qu'est l'Ordre institué par les traités de Maastricht (1992), ni surtout par le Traité d'Amsterdam (1997) imposant le stupéfiant «Pacte de stabilité et de croissance» (PSC). Ces traités sont l'ultime aboutissement d'un plan élaboré dans les années vingt par les conseillers des trois principales banques centrales d'Europe, la Banque d'Angleterre, la Reichsbank mais surtout la Banque de France. Selon cette doctrine des banques centrales, la restauration de l'ordre en

LE RETOUR DU SOCIAL

Europe exigeait que le pouvoir effectif soit dévolu à un directoire des banques centrales qui pourrait imposer la déflation requise pour anéantir l'inflation. Ce plan fut repris par un groupe de technocrates en France et en Allemagne à la fin des années trente, notamment Jacques Rueff, qui avança l'idée d'une monnaie commune dirigée par une banque supranationale, ce qui neutraliserait les périls que la démocratie fait courir aux lois du marché. Rueff et ses alliés avaient compris que la monnaie est le Pouvoir, et que le contrôle de la monnaie permet de détenir le Pouvoir.

Voilà le cœur de l'euro : l'aboutissement d'un plan élaboré il y a quatre-vingts ans. Il fallait du temps pour éliminer l'influence perverse de l'héritage - même abâtardi - de Keynes, et surtout attendre l'avènement d'une conjoncture politique favorable.

Aux termes du Traité de Maastricht et du Pacte de stabilité et de croissance, le contrôle absolu de l'euro est dévolu à la Banque centrale européenne. Contrairement à toutes les banques centrales existantes, elle est souveraine car indépendante des Etats et se place au niveau européen. Elle n'a de comptes à rendre à personne, contrairement au Federal Reserve Board qui doit soumettre un rapport au Congrès. Elle est le directoire dont révaient les banques centrales d'antan : ces anciennes banques centrales ne sont que les succursales nationales de la BCE, dont les gouverneurs font partie du directoire suprême de la BCE. Eux-mêmes ne dépendent plus en rien des Etats, ils sont les agents d'exécution d'un pouvoir supranational.

Une banque unique...

La BCE – dont le président est nommé pour huit ans par le Conseil européen – a une seule mission. Elle doit contrôler la monnaie pour atteindre l'objectif d'une inflation anticipée nulle. Il s'agit explicitement de convaincre les «marchés financiers» que jamais dans le futur qu'ils anticipent, si lointain qu'il soit, ils n'ont à craindre la moindre inflation dans la zone euro. Cette règle signifie que le seul public auquel la BCE s'intéresse est celui des plus grands groupes financiers européens - essentiellement les banques dont la concentration s'accélère avec la bénédiction de la Commission européenne - alors que concentration bancaire européenne est déjà la plus forte au monde. Comme la privatisation du Crédit lyonnais est enfin annoncée, toute la gestion de la monnaie sera exercée par une Banque centrale obsédée par la nécessité de convaincre les banques que, pour atteindre le taux de profit qu'elles désirent, elles doivent investir leur richesse propre en euro plutôt qu'en dollars.

Finalement, le succès de l'euro dépend donc des profits exigés par les banques pour investir en euro. Notons que les traités européens, en conce-

vant la monnaie comme un pur investissement générateur de profit, endosSENT la conception la plus néoclassique de la monnaie alors que celle-ci est rejettée par tous les économistes sérieux. Le postulat fondateur est donc que, pour convaincre les banques, la BCE doit leur prouver qu'elle peut mieux faire que toutes les autres banques centrales en libérant les banques de leur hantise, la dépréciation de leurs actifs. Aux termes du Pacte de stabilité et de croissance, comme la seule cause de l'inflation est du côté des salariés, une cure de déflation salariale est requise pour séduire les banques géantes en France et en Allemagne.

Comment imposer cette «culture de la stabilité» aux termes du PSC¹, sinon en imposant un taux de chômage suffisamment élevé pour anéantir tout obstacle à la déflation salariale requise par le président de la BCE². On peut qualifier ces avatars de la théorie néoclassique du chômage naturel de «taux de chômage garantissant l'absence d'inflation anticipée»³. Son niveau est décrété par la BCE et la Commission, qui s'efforcent de deviner les désirs des banques.

Nul ne peut donc s'étonner de l'incompatibilité entre plein emploi et euro : tout pacte d'emploi exigerait de réviser tous les traités européens, ce qui est impossible. Pour imposer le niveau naturel du chômage, il n'y a qu'une solution aux termes du PSC et des *memoranda* de la Commission : la déflation de la demande globale, l'abjuration de ce qu'un ancien Premier ministre, Raymond Barre, paraphrasant Rueff, appelait le «péché keynésien».

Abjurer Keynes

Trois armes sont mises à la disposition de la BCE pour comprimer la demande globale :

1/ La première est classique, la détermination du niveau des taux d'intérêt. Elle doit convaincre les banques d'imposer aux emprunteurs non privilégiés au regard du Marché des taux d'intérêt assez élevés pour réduire la demande globale. Elle fixe donc un objectif de profit pour les banques, et signale que cet objectif doit être révisé à la hausse en élevant le taux d'intérêt auquel elle prête aux banques les réserves nécessaires. Il est clair que les banques sont enthousiasmées par cette stratégie qui leur permet de prélever une part croissante du surplus. Même si la demande chute, les débiteurs en faillite devront de plus en plus s'endetter ; surtout, une part croissante des crédits financera les acquisitions spéculatives qui sont indépendantes de la demande globale.

2/ La seconde est plus astucieuse. La BCE peut autoriser les banques à

■1. Vouloir joindre un Pacte sur l'Emploi au PSC était une pure manœuvre, puisque tout le PSC est un pari sur les bienfaits du chômage.

■2. Selon qui l'euro n'a jamais été fait pour la population. Ajoutons que le directoire de la BCE partage cette conviction.

■3. Lequel doit être beaucoup plus élevé que l'ancien taux naturel qui, selon ses partisans, garantissait simplement une inflation constante.

proportionner les taux d'intérêt au risque présenté par les emprunteurs. Des ménages ou de petites entreprises peuvent payer deux fois plus que les prédateurs financiers à la mode d'aujourd'hui. Nul doute que la joie des banques soit encore plus grande.

3/ Enfin, dans la quasi-indifférence générale, le Traité de Maastricht a institué une règle extraordinaire, ignorée en tous lieux, et que même les plus libéraux n'avaient jamais suggérée : la BCE ne doit jamais, par quelque moyen que ce soit, créer de la monnaie pour les Etats nationaux ou, s'il existe un jour, pour un Etat européen.

Que signifie exactement cette prohibition ?

La monnaie privatisée

La théorie économique moderne⁴ explique que les finances privées et les finances publiques sont soumises à la loi du circuit. Pas plus que les entreprises ne peuvent financer leurs dépenses par les recettes engendrées par ces dépenses, l'Etat ne peut initialement financer ses dépenses par les impôts qui ne peuvent être prélevés *ex post* sur le revenu brut global engendré par les dépenses publiques et par celles des entreprises. La norme fut toujours, et c'est le cas aux USA, que le Trésor finance ses dépenses initiales par la monnaie créée par la Banque centrale à un taux nul d'intérêt. Les impôts ne servent qu'à récupérer tout ou partie de la monnaie créée.

La prohibition signifie que les Etats devront s'endetter envers les banques privées qui leur feront payer un taux d'intérêt normalement plus élevé qu'aux prédateurs financiers car la plupart des dépenses publiques sont jugées non-conformes au Marché. Ces taux seront d'autant plus élevés que les bons du Trésor ne sont plus liquides car les banques ne peuvent plus les escompter à la Banque centrale. Il est donc prévu que les banques imposent aux Etats l'équilibre du budget pour rembourser la dette publique.

La prohibition est donc à la fois une corne d'abondance pour les banques et un moyen subtil d'imposer la déflation. Pour concilier l'énorme accroissement des frais d'intérêt et le déficit nul voulu par les banques, les Etats sont obligés de couper leurs dépenses productives et d'augmenter les impôts dont la charge doit être transférée des entreprises aux ménages. Pour la première fois, la prohibition privatisé donc intégralement la monnaie. Jamais Margaret Thatcher n'a pensé à cette subordination totale de l'Etat par rapport aux banques privées. A cette souveraineté des banques, jamais les administrations socialistes n'ont pourtant fait la moindre objection !

Pour assurer cette privatisation de la monnaie, un ensemble de normes a été établi, qui forcent les Etats à pratiquer la déflation budgétaire. Tout est

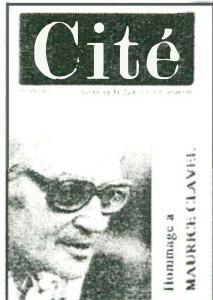
■4. Sur ce point, cf. L.R. Wray, *Understanding Modern Money*, Edward Elgar, 1999, et mon article : «The Expected failure of the European Economic and Monetary union, A false money against The Real Economy », *Eastern Economic Journal*, Vol. 25, n°, winter 1999.

LES PÉRILS DE L'EUROPE MONÉTAIRE

fait pour aller au devant des exigences des banques et des investisseurs financiers. Selon le PSC du Traité d'Amsterdam, tous les Etats membres doivent planifier des surplus budgétaires (Sécurité sociale inclue) et ces surplus ne serviront qu'à rembourser la dette publique pour la réduire le plus possible en dessous du maximum de 60%. Le PSC, endossé par tous les partis officiels s'appelant «socialistes», a donc réussi ce que même la droite républicaine américaine n'a jamais demandé. La règle du surplus a maintenant valeur constitutionnelle dans toute l'Europe. Tout économiste de bon sens sait pourtant que le surplus public engendre une épargne réelle négative dans le secteur privé, donc une croissance explosive de la dette privée. Ce principe est ignoré par les architectes de l'euro car leur priorité est la suppression progressive de toutes les dépenses publiques non conformes aux désirs du Pouvoir Rentier – de la classe qui tire sa richesse de l'appauvrissement des classes productives.

Voilà donc la vraie Europe. N'oublions pas qu'elle fut voulue par les dirigeants politiques et que les Etats ont volontairement renoncé à leur souveraineté monétaire pour mieux imposer l'austérité. Les dirigeants politiques ont finalement compris que Walras et Rueff avaient raison d'énoncer qu'à la longue la démocratie formelle était incompatible avec les lois du Marché. On comprend la crise politique en Europe quand l'État renonce à sa souveraineté pour mieux assurer le règne d'une classe improductive qui prospère sur le chômage, les inégalités et l'effondrement de toute moralité publique comme Bertrand Renouvin l'a si bien écrit !

Alain Parguez



Maurice Clavel

En 1989, notre revue organisait une journée d'hommage à Maurice Clavel à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort. Les textes des principales interventions de cette journée furent ensuite rassemblés dans un numéro spécial de Cité.

Liste des principaux intervenants :

- Marie Balmay
- Hélène Bleskine
- Roland Castro
- Jean Daniel
- Jean-Toussaint Dessanti
- Jean-Paul Dollé
- André Frossard
- François Gachoud
- Luc de Goustine
- Alain Jaubert
- Jean-Pierre Le Dantec
- Edgar Morin
- Philippe Nemo
- Remy Talbot

Ce numéro exceptionnel (numéro 23) est toujours disponible.
Commande à la revue en joignant le règlement (35 F franco).

Economie et temporalité

Bertrand RENOUVIN

ancien membre du Conseil économique et social, directeur politique de «Royalistes», a fait cet exposé à la session de Politique appliquée de l'IFCCE à Angers en janvier 1999.

Un sommet européen se réunit, une vedette de la chanson fait salle comble, une «barre» boursière est franchie, deux adversaires politiques se rencontrent : autant de faits d'actualité que les commentateurs présentent comme des événements «historiques».

Le procédé ne fait pas illusion : il s'agit de dramatiser des moments qui risquent d'être vite oubliés, à quelques exceptions près, car ils n'échappent pas au cours banal des choses ou à la froide logique des phénomènes. Pour retenir l'attention du public, les médias tentent de dater la rencontre diplomatique, l'exploit sportif ou le bond spéculatif, de les situer dans le temps à la manière de ceux qui tiennent la chronique de nos grands récits, marquant les époques, indiquant les continuités et les ruptures entre celles-ci.

Aujourd'hui convulsive, cette volonté d'historiciser ce qui ne l'est pas aboutit à l'inverse de l'effet recherché : l'histoire et la non-histoire sombrent dans le flux médiatique, et le discours sur la perte des repères est devenu l'un des poncifs de la fin du siècle. Comment s'y retrouver, en effet ? Alors qu'on s'ingénie à dater de faux événements, l'économie semble «hors du temps» et des philosophes d'occasion dissertent sur la «fin de l'histoire» - autre manière de théâtraliser le «passage» à l'économie du marché mondialisé.

Les répétitions et les obsessions du discours médiatique sont cependant significatives puisqu'elles tentent de placer ou de replacer les flux économiques et financiers dans le temps. Ceux qui annoncent la post-modernité, voire la post-humanité, continuent de se référer plus ou moins consciemment à la conception du temps qui est traditionnelle depuis Aristote : il y a du mouvement mesurable, du changement ; il y a un avant et un après¹. Mais il s'agit là du temps pur, qui existe sans que nous sachions ce qu'il est, car le temps ne peut être pensé qu'à partir de l'être et de l'éternité². Ce temps primordial, qui est une succession ininterrompue d'instants, doit être distingué de la temporalité qui est pour l'homme une manière de nier l'écou-

■ 1. Aristote définit le temps comme «le nombre du mouvement selon l'antérieur-postérieur» (*Physique*, IV, 11, 219 b1). Cf. le commentaire de Marcel Conche, *Temps et destin*, PUF, 1992, p. 34).

■ 2. Cf. Plotin, *Ennéade* III, 7 [45] et le commentaire de Agnès Pigler, Ellipses, 1999.

lement du temps et l'inéluctabilité de la mort en désignant un passé, un présent et un avenir que les mortels rassemblent dans une même unité temporelle.

Indiquer une origine et une destination, marquer un commencement et une fin, avoir claire conscience de vivre un «moment présent» qui se prolongera d'une manière ou d'une autre, tel est le propre de l'homme : toute personne est mémoire et projet, désir et liberté ; toute collectivité, toute activité humaine (l'économie parmi tant d'autres) exprime d'une manière ou d'une autre ces traits constitutifs de l'humanité, qui se conçoit plus ou plus clairement dans sa démarche historique.

1/ Le temps de la Création

Il est inutile de ruser. Juifs, chrétiens, musulmans, agnostiques ou athées, nous sommes presque tous nés dans un espace culturel précisément défini, qui continue de marquer profondément nos conceptions de la vie et de la mort, nos manières d'être et de penser. Cette civilisation est celle du monothéisme, qui caractérise nos religions, définit nos territoires, marque nos paysages, explique nos institutions politiques et nos révolutions... Un exposé rigoureusement relativiste des différentes conceptions du monde aurait l'avantage de paraître objectif. Mais l'alignement des thèmes religieux et philosophiques nous interdirait de comprendre effectivement le monde et de le transformer. Tout en conservant une pleine liberté d'appréciation quant à la vérité intrinsèque des croyances religieuses qui constituent notre civilisation, c'est de celles-ci qu'il faut partir si nous voulons saisir la relation entre l'activité économique et la temporalité.

Dès qu'il est question du temps, la référence à la Genèse s'impose puisque nous continuons de vivre selon le rythme hebdomadaire et à respecter peu ou prou le repos du septième jour à l'exemple du Créeur. Dans les trois religions monothéistes, il y a un jour sanctifié, un temps de prière, de repos, de retour réflexif sur l'œuvre accomplie. Le temps est rythmé par l'alternance des jours et des nuits, le travail humain s'accomplit selon cette distinction première, œuvre du premier jour, qui est celle de la nature pas encore habitée par l'homme. Mais le temps du septième jour ne doit rien aux cycles naturels : il résulte de la volonté de Dieu, qui manifeste sa liberté à l'égard de l'œuvre accomplie³.

Le jour du repos et de la prière n'est pas celui du temps arrêté, ni des actions interdites. L'interruption du travail permet des actes décisifs : la prière est l'acte par lequel se renforce l'alliance entre l'homme et Dieu, qui implique le respect des commandements divins – donc des actions de justice et de charité impliquées par l'amour du prochain. Les rythmes inspirés

■3. «Etre incapable d'arrêter son action à la fin du sixième jour – jour de la création de l'Humain – n'aurait révélé rien d'autre que l'impuissance du Créeur face à une œuvre non pas détachée mais échappée de lui, déchaînée, d'une Créeation devenue monstrueuse. » Raphaël Draï, *L'Economie chabbatique*, Fayard, 1998, p. 469.

par la tradition biblique ne sont jamais répétitifs même si le retour régulier du chabbat et du dimanche, de l'année sabbatique et des fêtes religieuses annuelles évoque une conception cyclique du temps : la Création divine n'est pas achevée, l'homme se situe dans un mouvement de création continuée, dans un processus de progrès qui laisse entière sa liberté. Mais le désir contenu dans cette liberté deviendrait frénétique s'il n'y avait pas le temps de la prière et de la réflexion, de la re-connaissance (de sa famille, de ses amis) et de l'entraide. Le temps religieux est un temps social et socialisé, et le temps socialisé de l'époque moderne a gardé la mémoire de son origine sacrée.

2 – Le temps ignoré

Observons maintenant les peuples dits «primitifs», qui vivent ou ont vécu hors de la tradition biblique. Ce n'est pas par hasard que l'on évoque à leur sujet «*les temps anciens*». Ces peuples ne connaissent pas l'unité temporelle : ils mesurent le temps selon les phénomènes naturels (levers de soleil, lunaisons) et chaque être, chaque groupe, a sa propre mesure du temps⁴. Aussi n'y a-t-il pas de calendrier, mais des cycles naturels dont on perd rapidement le compte au bout de quelques douzaines de lunaisons, et qui ne sont pas précisément découpés en heures (on ne connaît que le moment de l'activité entre le lever et le coucher du soleil), en mois ou en années. Dès lors, la conception du passé est écourtée, et celle du futur limitée au retour des rituels déterminés par le mouvement des astres. La mémoire des peuples primitifs est courte et fragmentaire. Même sur un petit territoire (une île par exemple) chaque groupe peut avoir une mémoire différente, selon les événements qu'il a vécus – par exemple une période de chasse exceptionnellement fructueuse, ou l'incendie d'une maison du village.

■4. Cf. Michel Lalonde, «Temps et sociétés traditionnelles», revue *Société*, n° 6, Montréal, automne 1989.

■5. Marcel Conche (*op.cit.* p. 96-97) montre que le temps du destin est le temps de la nature : «Il n'est pas la temporalité (ou temps de la conscience), mais plutôt ce à quoi elle s'articule pour le nier. Il est donc le temps primordial, antérieur à tout autre temps, le temps de la nature comme ne reposant sur rien d'autre, c'est-à-dire comme absolu. Le temps est l'étoffe de la nature, comme universel devenir, domaine de l'union indissociable de la naissance et de la mort. Sans cesse ce qui est cesse d'être, ce qui n'est pas vient à être. Les individus succèdent aux individus, les générations aux générations, les jours et les nuits aux jours et aux nuits, tout cela sans progrès. La nature efface ce qu'elle a fait et recommence – non pas pour faire mieux. Car les vivants ne l'ont, de toute façon, que naître et mourir. Leur vie se passe fugitivement, et nul bientôt n'en a plus le moindre souvenir. Seul l'homme *retient*. Il retient parce qu'il sait qu'il passe. Il nomme le temps et ainsi le nie. »

Cette vision courte du passé est compensée par la grandeur et la puissance du mythe fondateur, et par la force des pratiques rituelles qui unifient la société primitive et qui établissent une relation intelligible entre les hommes et le cosmos. Mais il n'y a pas de rapport dynamique entre le récit fondateur et l'existence du groupe : la coutume immémoriale est posée une fois pour toutes, elle impose une stricte répétition des récits et des gestes, sans invention ni interprétation possibles. L'origine est fixée, l'ordre du monde est intangible, les événements sont inscrits dans les cycles immuables de la nature, tout est destin⁵ : les sociétés dites primitives sont des sociétés *sans histoire*, faute de conception de la temporalité, *sans progrès*, faute de visée universelle, et *sans Etat* puisque le pouvoir régulateur et prescripteur se situe essentiellement hors de la société. Dès lors, l'activité économique est elle-même soumise aux cycles naturels (chasse, cueillette),

les activités agricoles ou pastorales visent la subsistance, sont, elles aussi, marquées par la répétition, et l'activité «financière» est placée dans le domaine du sacré.

3 – La temporalité judéo-chrétienne

Le détour par les sociétés primitives permet de saisir la logique des religions monothéistes, qui inscrivent les civilisations qu'elles engendrent dans une nouvelle conception du temps. La temporalité est désormais pensée dans son universalité : les phénomènes cosmiques sont dominés par l'homme, instituant selon la Révélation divine un nouveau découpage du temps (celui du calendrier), qui vaut pour toute l'humanité, et qui donne sens à l'existence de tous les croyants : pour eux, le temps est celui de l'attente, de la promesse et du salut selon les perspectives propres aux religions juive, chrétienne et musulmane. Pour tous ces croyants, le passé et le présent trouvent leur signification dans l'avenir. Il y a donc une histoire, qui est celle de chaque homme et de tous les humains : histoire de la libération par la foi et par les œuvres, qui donne aux actes humains leur pleine signification, physique (travailler la nature) et métaphysique : cette histoire du salut révoque les temps cycliques, la résignation à l'éternel retour, la soumission à l'obscuré fatalité, à l'implacable destin.

Les activités économiques sont évidemment inscrites dans la dynamique judéo-chrétienne. Elles y participent («Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre et soumettez-la »⁶) et trouvent leurs limites dans les prescriptions religieuses : période de jeûne, interdiction de manger du porc, ou de la viande le vendredi, fêtes religieuses qui suspendent l'activité économique. La production des biens et des services n'est pas méprisée, contrairement à ce que l'on croit, et le travail n'est pas considéré comme une malédiction, mais l'activité économique est soumise à l'exigence de justice⁷, les activités financières sont strictement réglées (interdit de l'usure dans les trois religions monothéistes) et le travail est considéré à la fois comme une sanction (susceptible d'être levée) et comme une sanctification. Dans cette économie théo-logique (celle du *logos* divin, prolongée par la logique de la religion), la pensée du temps est décisive : c'est parce que le temps n'appartient qu'à Dieu que l'usure est condamnée et, dans la pensée augustinienne, c'est le travail qui nous donne l'expérience d'une temporalité encore inaccomplie.

Aussi, ce n'est pas l'ascétisme protestant qui favorise le développement du capitalisme, selon la thèse illusoire de Max Weber⁸, mais la levée progressive de l'interdit de l'usure. On considère désormais que le temps n'appartient plus à Dieu mais qu'il est source de profits : bien vite, dans les

■6. Genèse, 1, 28.

■7. Selon la Thora, la *tsedaka* (la justice économique) correspond à l'essence même du juste. Cf. l'analyse de Raphaël Draï dans *L'Economie chabbatique*, op.cit., et ma présentation de ce livre dans *Royaliste*, n° 725, 22 mars-4 avril 1999.

■8. S'appuyant sur le livre de F.W. Taylor, *Les principes de la direction scientifique du travail*, Hervé Fradet fait observer que l'auteur n'est pas un puritain, mais un apprenti obligé de balayer l'atelier et qui conteste radicalement l'organisation des métiers : «Taylor, devenu contremaître dans une société d'immigrants, s'empresse d'analyser les tâches, le temps qu'elles prennent, les gestes qu'elles exigent. La rationalisation du travail est une revanche contre l'arbitraire du pouvoir issu du métier. Le système taylorien est un système où le travail ne demande plus d'apprentissage et donc plus de maître d'œuvre.

«A l'aboutissement du processus de rationalisation du travail, nous trouvons donc une contestation de la profession et une mise en œuvre systématique du principe du moindre effort. Ce qui est exactement le contraire d'une éthique de la vocation. Le travail dans l'organisation taylorienne ne doit pas être fait comme un devoir qui intéresse tout l'homme que je suis, mais comme un simple moyen de gagner sa vie dans une société de consommation» Hervé Fradet, *Le Travail*, Quintette, 1990, p. 47.

sociétés catholiques comme dans les protestantes. on répétera que «le temps c'est de l'argent » sans songer aux ruptures radicales qu'implique cette maxime.

4/ Le temps fragmenté

Adam Smith a tenté de faire la théorie des rapports entre le travail, le temps et l'argent – mais sans y parvenir car il juxtapose deux hypothèses :

- La première consiste à dire que le travail est «la mesure réelle de la valeur échangeable de tous les biens »⁹ (telle est l'origine de la théorie de la valeur-travail chez Marx). Mais Smith reconnaît que toutes les activités ne demandent pas la même peine, ni le même temps : «Il peut y avoir plus d'effort dans une heure de dur labeur qu'en deux heures de besogne facile, ou en une heure d'application à un métier qui prend dix ans à apprendre qu'en un mois de travail d'un métier facile et ordinaire. Mais il n'est pas facile de trouver une mesure exacte, ni de la difficulté, ni de l'adresse »¹⁰. De plus, la terre (plus ou moins bonne) et le capital (plus ou moins abondant) contribuent aussi à donner aux choses leur valeur d'échange.

- La seconde hypothèse est celle d'une valeur qui résulterait du coût de production, qui consiste à additionner le salaire du travail, l'intérêt du capital ou le fermage qui permettrait de fixer le «prix naturel» (non le «prix du marché») et qui fait passer au second plan la question du temps de travail et de sa pénibilité.

A ces hypothèses non concordantes, les premiers capitaines d'industrie ont donné une réponse pratique. Elle consistait à organiser de manière disciplinaire le temps de travail de leurs employés (journée de douze heures puis de huit heures), à les soumettre au rythme de la machine, à rationaliser des tâches strictement chronométrées. Recherche de la productivité maximale dans les pays capitalistes. stakhanovisme dans le système collectiviste : dans les deux cas, c'est l'économie des moyens (financiers, techniques) qui est visée, non l'économie de temps, ni celle de la pénibilité du travail. Au contraire, le temps de travail est «intensifié» et c'est tout le temps de la vie qui est soumis à l'organisation et aux rythmes de l'industrie. Au 19ème siècle, on travaille dès l'enfance, tous les jours, et sans connaître l'âge de la retraite.

■9. Adam Smith, *La Richesse des Nations*, Tome I. Livre I, chapitre IV.

■10. Adam Smith, op. cit. Tome I, livre I, chapitre VI

Dans ces économies modernes du temps fragmenté et du travail intensif, l'idée d'une marche salutaire n'est pas perdue : les libéraux célèbrent les efforts par lesquels les hommes s'affranchiront de la peine et de la misère (c'est le thème classique et ambigu de la lutte contre la rareté) à mesure qu'ils créeront des richesses supplémentaires, et les divers socialismes ap-

pelleront les travailleurs à se libérer de toutes les formes d'exploitation et d'aliénation. Les deux utopies conservent l'idée d'une flèche du temps, la foi dans un progrès vers un monde meilleur, la promesse d'une libération.

On sait que la classe ouvrière n'a pas attendu les lendemains qui chantent pour améliorer son quotidien. «La revendication d'une réduction de la durée du temps de travail a été une des plus anciennes et des plus passionnées des revendications ouvrières», écrit Robert Castel¹¹. De fait, les batailles pour la reconquête d'un temps libre marquent de manière décisive notre histoire sociale : vote du repos hebdomadaire en 1906, longue campagne pour la journée de huit heures avant la première guerre mondiale, congés payés et semaine de quarante heures en juin 1936, augmentation du nombre de semaines de congés payés après la Libération....

Le capitalisme moderne a su composer avec la revendication d'un temps libéré des servitudes de la machine et avec les obligations imposées par le droit du travail, sans que l'existence même du système soient compromise. Au contraire, les économies collectivistes autoritairement planifiées ont buté sur la question de la temporalité. Toute détermination volontariste de l'ensemble de l'activité économique d'une nation ou d'un empire se heurte à une impasse logique : le temps qu'il faut pour réunir tous les éléments d'information nécessaires à l'élaboration et à l'adoption du Plan est si long que ces éléments d'information sont caducs lors que le plan est mis en œuvre. Cet obstacle indépassable, inhérent à tout système déterministe, explique en grande partie le paradoxe d'une collectivisation qui engendre nécessairement des pénuries dans l'approvisionnement (en matières premières, en pièces détachées etc.) et dans la distribution des biens. Ce qui finit par bloquer l'ensemble du système dans une économie de la rareté généralisée – que le collectivisme prétendait précisément faire disparaître selon le mot d'ordre «A chacun selon ses besoins».

5/ L'uchronie du marché

Depuis 1990, il paraît évident que la chute du communisme a entraîné la victoire du marché. Cette présentation de l'histoire est platement idéologique puisque l'économie dite de marché n'est pas plus effective que le «socialisme réel» de l'Europe soviétisée. Mais cette victoire par défaut d'une utopie sur une autre ne signifie pas que nous vivions dans un monde virtuel. Au contraire. Parmi toutes les ruptures de la dernière décennie du siècle, celle qui porte sur la temporalité compte parmi les plus importantes. Au mythe d'un *sens* matérialiste de l'*histoire* qui devait inéluctablement conduire à la révolution rédemptrice, a succédé la fiction d'une *fin* non moins matérialiste de l'*histoire* dans les flux et les reflux du marché.

■ 11. Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, 1995, p. 341.

Ce renversement des perspectives concerne le capitalisme lui-même : alors que le système industriel plus ou moins dirigé par l'Etat trouvait sa justification dans la perspective d'un progrès généralisé, l'idéologie du marché repose sur les références classiques à l'équilibre spontané qui exclut la dynamique capable de créer des surplus. La concurrence n'est pas une émulation, mais une lutte acharnée pour la conquête de «parts de marché». L'expression est significative : on peut se tailler une plus ou moins grosse part, au détriment des concurrents, mais la taille du gâteau reste identique.

Cette représentation statique de l'économie s'accompagne d'une doctrine de la rétention monétaire : on conserve le maximum d'argent dans les caisses en sacrifiant des investissements qui seront rentables à plus ou moins long terme. L'équilibre budgétaire est une (fausse) sagesse pour le présent, de même que la baisse des prix est un avantage dans l'immédiat - du moins pour ceux qui ont les moyens d'acheter. Au contraire, une politique d'investissements productifs, publics et privés, est un acte de confiance dans l'avenir. De même que l'inflation, quoi qu'en disent les banquiers centraux et les bénéficiaires de la rente du capital. Un taux modéré d'inflation favorise la dynamique économique et sociale, alors qu'une politique déflationniste asphyxie progressivement l'économie. Mais la déflation semble raisonnable puisque l'accumulation de réserves monétaires est censée financer des investissements qui engendreront des profits et des emplois, selon le fameux théorème de Schmidt.

Toute vision de l'avenir ne semble donc pas perdue, du moins dans une première phase car la volonté d'investir s'atténue fortement lorsque la rentabilité financière est assurée par la spéculation boursière. L'esprit d'entreprise est alors sacrifié à une multiplication d'opérations ponctuelles (cession de secteurs non rentables, fusions, placements qui varient d'un jour à l'autre) conduisant à vivre dans l'instant, au gré des pulsions du «marché» ou plus exactement des divers marchés. Cette succession d'instantanés rend inutile la référence au passé, et l'accumulation rapide des gains rend dérisoire le souci de l'avenir : comme au casino, le pari doit être fait en quelques secondes, et le gain ou la perte confirment ou infirment très rapidement le calcul du joueur. Jointe à la logique concurrentielle, qui est intrinsèquement meurrière, cette soumission aux pulsions des marchés détruit l'économie ainsi que la liberté de choix et la démocratie. Puisque tout se passe dans la minute, il n'y a plus de temps pour la réflexion collective, ni pour la discussion parlementaire, ni pour la négociation syndicale. La tyrannie de ces marchés qui fonctionnent nuit et jour, en continu, tient au fait qu'on n'a plus le temps de faire autre chose que des placements d'un bout à l'autre du monde.

Cette destruction de l'économie s'accompagne d'un effondrement de la société : la recherche de la rentabilité immédiate, sous la pression des actionnaires, conduit aux suppressions massives d'emplois et la concurrence absolutisée ne porte pas seulement sur les prix mais aussi sur le temps. Alors que les grands industriels et les financiers sont maîtres de leur temps, les employés sont soumis aux contrats à durée déterminée, à la flexibilité, à l'annualisation, tandis que les chômeurs font la dure expérience de la vacuité du temps. Le temps de travail éclate : la journée se divise en séquences (tôt le matin, tard le soir pour ceux qui font le ménage dans les entreprises), le repos dominical est de plus en plus contesté, le travail de nuit des femmes est à nouveau autorisé. Quant au temps libre, il n'est plus, pour des millions de travailleurs rejetés du système productif, que celui d'un loisir forcé – tellement vide et vain que, comme dans les prisons, beaucoup décident de se tuer pour y mettre fin.

Ce qu'on appelait il y a peu le «capitalisme sauvage» nous fait effectivement revenir à la multiplicité des temps fragmentés des sociétés primitives, à la coexistence de mondes clos sur eux-mêmes mais qui se retrouvent pour communier avec la nature selon la course des astres – qu'il s'agisse des habituelles migrations estivales ou, au mois d'août 1999, de la grande fête de l'éclipse. L'idéologie du marché, fondamentalement darwinienne, est tout à fait compatible avec le culte de la nature...

6/ Pour l'économie orientée

Les théoriciens de l'ultralibéralisme évoquent un «marché» impossible à localiser – malgré d'incessantes références à la réalité – et hors du temps. Cette conception a le mérite d'être cohérente puisque la temporalité économique est toujours en relation profonde avec la temporalité politique – celle des pouvoirs étatiques qui administrent des territoires précisément délimités selon des principes juridiques qui ont valeur universelle. Dès lors que l'Etat et la nation sont révoqués, le territoire n'est plus qu'un «espace» et le temps n'a plus de signification.

Ce qui n'empêche pas la lutte violente des empires et des nations. Aussi faudra-t-il, contre les prétendues fatalités anti-historiques, retrouver une conception sensée de l'économie.

Contre l'impulsivité du marché, il faut défendre les droits de la raison en économie, en montrant que toute économie est par définition politique, que toute activité marchande vaut par ses avantages pratiques et par sa richesse symbolique. L'économie sensée est une économie qui n'est pas dépourvue de significations. C'est aussi une économie volontairement orientée, selon le souci de justice et dans la perspective du développement. Cette

orientation rend nécessaire la volonté de l'Etat souverain appliquant son action à un territoire défini par le droit et par l'histoire, et réglant l'activité économique selon le bien commun. Cette volonté implique une claire appréhension de la temporalité par un Etat «maître des horloges», selon la belle et forte expression de Philippe Delmas : «Le capital, écrit-il, pourrait effectivement être trouvé de manière entièrement privée. Mais pas le temps. Or l'un n'étant que la matérialisation de l'autre, il en résulte en pratique que le capital ne se trouve que dans la limite des horizons temporels propres des marchés financiers. Ces horizons sont proches : la plupart des acteurs privés occidentaux n'engagent pas leur bien sans de claires perspectives sur son retour. Pour devenir durablement disponible, le capital doit obéir à d'autres règles que les siennes. Tel est le sens de l'action publique. L'Etat est le garant des horloges grâce auquel la lenteur nécessaire est donnée pour la gestation du futur »¹².

■12. Philippe Delmas, *Le Maître des horloges*, Odile Jacob, 1991, p.82-83.

■13. Pierre Massé, *Le Plan ou l'anti-hasard*, Idées Nrf, 1965, page 8 : «Le plan de la Nation, pas plus qu'une autre formule, ne peut abolir le hasard. Aussi son élaboration doit-elle être précédée d'une recherche prospective où le regard sur l'avenir est le premier temps de l'action. De même sa mise en œuvre doit-elle répondre à l'évènement sans dogmatisme par des actions combinées sur les structures, la conjoncture et les revenus. C'est seulement dans des cas simples – un centre de décision unique, une incertitude réductible à la probabilité – que le rétrécissement de la perspective permet un gain décisif de précision et d'efficience. »

Investissements, emprunts, politique monétaire procèdent de ce réglage qui doit se faire selon une vision à long terme. La planification à la française fut à cet égard une méthode exemplaire, dont il faut retrouver la logique et l'esprit : celle de l'aventure calculée, celle de la prospective mathématisée qui n'abolit pas le hasard mais affronte les inévitables aléas que rencontrent ceux qui prennent le risque d'agir¹³. La planification souple permettait d'établir le bilan du passé (forces et faiblesses, biens acquis et transmis), de prendre la mesure d'un présent daté, de décrire l'action à venir sous le double aspect du souhaitable et du possible – ce qui permettait au pouvoir politique de prendre ses décisions selon des informations vérifiées, des mises en formes raisonnées – et en toute liberté. C'est ainsi que les nations pourront continuer à faire l'histoire.

Bertrand Renouvin

IFCCE

Institut de formation civique et de coopération européenne

PRESENTATION GENERALE

Association loi 1901 créée en mai 1998, l'Institut rassemble des expériences, des activités et des projets jusqu'ici séparés. Leur commun dénominateur est le souci d'une citoyenneté vivante. L'initiative est née d'un double constat :

- celui de la méconnaissance qu'ont les Français de leurs institutions et des lois qui les régissent
- celui de leur faible implication dans la réflexion et la décision politique du pays.

Ces carences, qui peuvent mettre en danger la pérennité de la démocratie, pèsent aussi sur nos capacités de *comprendre pour d'entreprendre*, en France comme dans le monde.

L'IFCCE propose aux citoyens, quel que soit leur âge et leur niveau de formation :

- d'acquérir ou compléter une formation personnelle, théorique et pratique, dans tous les domaines utiles au citoyen, notamment en histoire, droit et économie ;
- de se préparer à l'exercice des responsabilités civiques ;
- d'approfondir leur réflexion quant aux grandes composantes de l'identité européenne et d'en faciliter la prise de conscience sur tout le territoire de l'Europe.
- de développer les échanges culturels au sens le plus large entre les différents pays européens pour favoriser le développement des institutions démocratiques et contribuer à l'effort de paix ;
- d'impulser et encourager les projets concrets de coopération entre la France et divers pays européens, et entre ces pays eux-mêmes.

Les promoteurs de l'IFCCE rassemblent les relations et l'expérience qu'ils ont acquises, ensemble ou séparément, pour proposer quatre types de parcours visant à une formation générale solide et de haut niveau.

Secrétariat et direction de la formation : Nicolas Lucas.

13 rue Jean-Baptiste Clément,
49000 Angers.

Tél.: 02 41 48 95 03

Président : Luc de Goustine.

Au Crouzet, 19300 Moustier Vendadoù

Téléphone : 05 55 93 04 84,
luc.de-goustine@accesinter.com

La liberté contre la communication

Jean Sur

formateur - initiateur de la «*mise en expression*» : *Une alternative au management*, Paris, Syros, 1997 - auteur d'entretiens avec Jacques Berque, Paris, Arléa, 1993, et de *68 forever*, Paris, Arléa, 1998.

On le sait, ou l'on s'en doute : la communication, ce médicament générique que la séduction médiatique décline en toutes sortes de spécialités financières, économiques, commerciales, politiques, sportives, culturelles, voire religieuses, est une entreprise de manipulation des masses. Si les bénéficiaires du système affectent d'y voir un élément de culture, la plupart des usagers s'en accommodent plutôt comme d'une verrue regrettable, mais inévitable ; au mieux souhaiteraient-ils qu'on la soumit de temps en temps à l'examen de quelque dermatologue social expert à lisser les apparences. Ils tiennent la communication pour un événement de surface, pour un instrument nécessaire à la bonne *gouvernance* de la nation et des institutions. Absurde ou inutile de lui reprocher le simplisme de ses thèmes ou la grossièreté de ses suggestions. C'est par une sorte de loi du genre, par exemple, que les publicités déversées tout un été, aux frais de leurs clients, par les héros quasi homériques des banques ou des compagnies pétrolières ont atteint à l'absolu du crétinisme : l'ampleur des intérêts en jeu, comme les dimensions exceptionnelles de l'ego des principaux protagonistes, les ont conduits à faire gros, à faire puéril, à faire bête. Ces dessins maladroits d'avions, cochons-tirelires ou haltères naïvement présentés dans deux versions, l'une, minable, qui symbolise les propositions de l'adversaire, l'autre, triomphante, qu'il faut associer aux projets de l'annonceur, s'ils en disent long sur la male ardeur des concurrents, en disent plus encore sur l'épaisseur du mépris dans lequel est taillé leur professionnalisme fervent.

*

Ces efficaces sottises ont pourtant le mérite de poser un problème capital. Pas plus que les programmes de télévision ou les slogans électoraux, les campagnes de propagande ne sont laissées à l'initiative des sous-ordres : la valetaille des cabinets en règle l'organisation mais n'en définit pas ce qu'elle

POINT DE VUE

appelle avec pompe la *philosophie*. La publicité d'une grande banque ne saurait déplaire longtemps à son président. De même, la mise en scène d'un congrès politique avec fleurs, lumières, chants et embrassades, ne peut être imposée au leader du parti. Impossible également aux responsables des chaînes de télévision de rester éternellement ignorants des boniments qui s'y débitent. En interdisant aux citoyens de faire porter à des exécutants subalternes la responsabilité de ces messages médiocres, mensongers, dégradants, en les conduisant à mettre en cause des dirigeants de plus haut vol, la généralisation du système de communication rend la critique de plus en plus malaisée. Sans doute, au nom de la fameuse transparence, le pouvoir pourrait-il avoir avantage à l'accueillir, au moins à doses homéopathiques. Mais, bien plus que les pressions extérieures, ce sont les conflits internes des citoyens qui leur font refouler leur mécontentement. Pour la plupart d'entre eux, il y aurait quelque chose de blasphématoire à imaginer que tant de sottise et d'infantilisme puisse être commandé - ou accepté - si haut. L'admettre, ce serait douter de tout : non seulement du respect qu'on doit à l'autorité mais encore de l'ordre du monde et, finalement, par souci de carrière et image de soi interposés, de soi-même ; tout avenir en serait rendu impossible. Dans les périodes troublées, le gage du crédit accordé à la valeur des dirigeants réside moins dans leurs qualités réelles que dans la peur qu'inspire la vacance du pouvoir ; quand il ne s'agit pas seulement d'une période troublée mais d'une liquidation des stocks aussi furieuse que celle que nous connaissons, la conviction qu'une sagesse invisible plane sur les cimes altières prend une allure de dogme en même temps qu'un goût de drogue. Comment d'ailleurs nierait-on une évidence aussi sacrée quand les dirigeants en question ont été oints, dès leur adolescence, de l'huile qui fait l'élite républicaine et quand, nantis de tous les viatiques possibles, ils ont, de surcroît, répondu à tant de dons gracieux par l'acharnement au travail et la constance de la volonté ? Ce n'est pas à de tels héros qu'on ira reprocher l'écrasante stupidité de la communication, des médias et de l'ensemble de la non-culture populaire. Cette bassesse généralisée, ils ne peuvent la porter que comme une croix. Leur généreux dévouement la tolère comme une nécessité. Il faut, au contraire, remercier ces grandes âmes de se détourner de leurs immenses élans pour consentir, au nom de tous, à rechercher humblement, en toute chose, la moins mauvaise solution, celle qu'impose l'insuffisance du plus grand nombre.

Ainsi se met en marche, jour après jour, âme après âme, une machine infernale d'autodénigrement et de suffisance individualiste. Autodénigrement puisque le peuple, dans son ensemble, se tient pour définitivement médiocre et ne croit pas mériter mieux que ce qu'on lui propose. Mais aussi suffisance individualiste puisque la parade secrète de chacun est évidemment, au moment où il porte ce jugement négatif sur le peuple, de s'en exclure.

L'1 LIBERTÉ CONTRE LA COMMUNICATION

D'un côté, donc, la généralisation des pratiques de communication met directement en cause les capacités et les intentions des élites ; mais comme, d'un autre côté, cette mise en cause est impossible à formuler, on aboutit au plus vaste système de mauvaise foi et de facticité jamais inventé, système qui peut d'ailleurs fonctionner tout seul comme une manipulation sans manipulateurs, comme un refus universel et concerté de la lucidité et de l'expression. Tout se passe comme si l'élimination progressive des instances intermédiaires de pouvoir (qui est d'ailleurs, dans les entreprises, un des articles du credo managérial des dirigeants) mettait l'ensemble de la société en situation de *quitte ou double*. Se comporter en manager économique ou en champion de la communication, c'est miser sur *quitte*, c'est-à-dire faire le pari de l'inexpression en confortant les hésitations et la peur de la plupart, et en affirmant que ce pari est le seul possible et le seul raisonnable ; c'est ensuite masquer l'angoisse ainsi provoquée en inventant, dans tous les domaines, du simili, du pseudo, de l'à peu près : quand ces déviations et *divertissements* auront encore aggravé la facticité, on redoublera de simili, de pseudo et d'à peu près.

Contrairement à la vision de Booz, ceci ne se passe pas en des temps très anciens. Choisir entre l'insatisfaction quotidienne ou l'improbable rébellion, tel est le destin des modernes consommateurs de communication. Ou bien faire éternellement semblant, se repeindre chaque matin de vérités frelatées, se laisser infantiliser, s'absenter toujours un peu plus de son désir et devoir passer, pour le retrouver, par des itinéraires de plus en plus confus et délirants. Ou bien nourrir d'effrayants fantasmes de destruction universelle, s'accuser d'irréductible narcissisme, sinon de meurtre et de sacrilège, se prendre au piège de sa propre agressivité, s'obliger à trouver dans ses pensées une menace, dans ses songes une folie, dans ses élans la marque d'un irréductible égoïsme. Ou bien tricher avec le désir, ou bien tricher avec la réalité. Se sentir incapable d'articuler l'un sur l'autre. Demander au système de la communication des moyens toujours nouveaux, même s'ils sont de plus en plus incohérents, d'apaiser la morsure douloureuse de cette secrète impossibilité.

La réponse est sadique. Intrinsèquement pervers, non seulement le système décourage ses adeptes obligés de se délivrer de leurs maux, mais encore il fait en sorte que le projet même de les surmonter leur apparaisse absurde ; à moins, naturellement, qu'ils ne se résignent à n'attendre de salut que du progrès constant de leur servilité. De fait, le consommateur de communication régresse souvent jusqu'à un stade prélogique. Son état ne lui est tolérable que s'il réhydrate constamment l'absurdité majeure qui le fonde, s'il fuit avec toujours plus d'épouvante ce que lui suggèrent sa raison et son désir. En ce sens, la logique sectaire est la vérité cachée de la société

POINT DE VUE

de communication qui, tout en en combattant les manifestations par trop aberrantes, se comporte avec elle d'une façon souvent ambiguë. Comme les sectes, en effet, la communication ne cesse d'appliquer le principe du redoublement : la seule manière d'échapper à ce qui meurtrit, c'est de faire en sorte d'en être meurtri davantage. D'où, dans les pratiques sectaires comme dans la tyrannie communicationnelle, ce contraste si frappant entre le discours, illuminé de tolérance, de séduction et d'amitié, et le projet, toujours calculateur, toujours cruel, toujours inhumain. Toutefois, quand l'aliéné de la communication, qui cherche à s'inventer une issue, apprend à ses dépens que la seule possible, c'est l'abandon toujours plus confiant au système dominant, cet abandon ne peut aller sans la nécessité d'admirer, en quelque manière, ceux qui sont plus avancés que lui dans la logique de ce système, ou qui en ont une expérience plus vaste, ou qui y exercent des responsabilités plus importantes. Il faut bien que ceux-là dépassent, au moins un peu, les contradictions des gens ordinaires ; au fur et à mesure qu'ils grandissent en savoir communicationnel, sans doute grandissent-ils aussi en humanité et en sagesse.

En dépit de ces laborieuses constructions et de ces mutilations volontaires, la vie ne fait pas grève, ni les sens, ni la raison. Le regard que jette un manipulé de la communication sur ces figures de pouvoir dont l'exemple est censé le réconforter est à la fois celui de l'esclave qu'on lui enseigne à devenir et celui de l'homme libre qu'on ne peut pas l'empêcher de demeurer. Il cherche sur le visage des puissants la confirmation du bien-fondé de sa soumission, mais il ne peut s'empêcher d'y chercher aussi des traces de liberté. Or, loin de les trouver, il observe au contraire que ces dirigeants, au fur et à mesure qu'ils déroulent le tapis d'apparences de la communication et qu'ils nient, avec toujours plus d'aplomb, la facticité qu'elle ne cesse d'engendrer, deviennent malgré eux des miroirs vivants. Contraints de mentir de plus en plus fréquemment et de plus en plus lourdement pour assurer la sauvegarde du pouvoir qu'ils défendent et leur propre prospérité, ils sont pris dans un *zoom* impitoyable. Bien au-delà du jugement qu'on peut porter sur leur comportement individuel, ils réfléchissent de plus en plus nettement la vérité du système lui-même : ils deviennent la contre-épreuve vivante de leurs mensonges obligés. Ce que le totalitarisme communicationnel fait de l'être humain s'inscrit dans leurs yeux, dans leur voix, dans leur présence. Peu à peu, les citoyens devinent que leur tête-à-tête quotidien, par médias interposés, avec les représentants du pouvoir constitue une expérience cruciale ; ils la redoutent, mais savent qu'ils doivent l'affronter. Non pas parce qu'elle leur permettrait soudain, en retournant l'aberration, de se faire les inquisiteurs de ces puissants, ni parce qu'elle leur offrirait une bien problématique occasion de vengeance, mais parce qu'elle pose la seule question sérieuse : ce qu'on impose aujourd'hui aux hommes et aux femmes les

LA LIBERTÉ CONTRE LA COMMUNICATION

rend-il heureux ? Leur trouble, c'est de découvrir progressivement sur les visages qui occupent les écrans la même réponse que celle que leur souffle leur propre cœur : *non*, définitivement *non*. Plonger leur regard dans celui des princes de la communication authentifie et renforce le refus instinctif des citoyens ; mais ils comprennent très bien, trop bien, quelles conséquences entraîne cette découverte, et dans quelle aventure, s'ils sont droits et courageux, elle va immédiatement les jeter. Alors ils détournent les yeux et baissent la tête. Le seul projet spirituel et politique digne de ce nom, c'est de les aider à relever la tête et à voir ce qu'ils voient.

C'est peu dire que ce face-à-face est ambigu : tous les éléments du drame de la modernité s'y donnent rendez-vous. Faut-il répéter que, dans sa version médiatique comme dans sa version institutionnelle, la prétendue communication est une farce précisément destinée à empêcher toute possibilité de communication en mettant en scène, sous mille masques divers, le même soliloque du pouvoir ? Faut-il rappeler que, dans quelque domaine qu'ils déploient leur bavarde industrie, les puissants qui l'utilisent n'ont qu'un objectif et un seul, l'affirmation ou l'élargissement de leur influence ? Tout cela est analysé et suranalysé sans qu'on prête assez d'attention à ce qu'en pense un peuple cadenassé dans le silence, muré dans les geôles de la répétition ou dans celles, plus pitoyables encore, de la contestation simulée, et dressé, de surcroît, à remercier le Grand Casting de lui avoir distribué ce rôle de figurant.

Le but de la communication, c'est d'entraîner le peuple à renoncer. Chacune des attractions médiatiques de ce Luna Park de la résignation l'y conduit à sa manière. Pour le tout-venant, la porcherie des jeux télévisés dont les jeunes animateurs semblent déjà s'initier à leur futur emploi de vieux beaux. Pour quelques-uns, les fines joutes de l'esprit où Dupont et Duval, à qui l'on a hardiment demandé de succéder à Duval et Dupont, mettent un entrain de termites à suggérer aux gens qu'il leur faudra encore les supporter pendant des décennies avant de pouvoir parler eux-mêmes de leurs affaires. Le peuple a le choix : il peut renoncer à son destin en se reconnaissant ignoble ou en s'avouant stupide. Ou les deux. Qu'il n'oublie pas, en tout cas, de remarquer comme ceux qui le gouvernent lui font gentiment la leçon, comme ils s'appliquent à lui parler humain, comme ils sont touchants et informés quand ils lui racontent sa vie quotidienne avec autant d'accablement discret que si c'était la leur ! Toutefois ces visages de l'écran resteraient bien lointains s'il n'y avait au bureau, à l'atelier, l'autre face de la communication : les réunions où l'on parle pour ne pas être écouté, le bavardage oiseux sur les détails et le verrouillage féroce de l'essentiel, les actes qui tournent le dos aux paroles, la débandade de la responsabilité, la lâcheté institutionnalisée, le chantage au chômage. Peu à peu, dans les rè-

POINT DE VUE

ves ou au fond des consciences, les images se juxtaposent. L'ici du quotidien ressemble à l'ailleurs des puissants. Les plans se télescopent et s'écrasent. De tant de mensonges naïfs, naît une évidence tellement nue ! On serait enfin vraiment en face de soi, des autres, du monde ? On pourrait commencer à écouter sa propre voix, sans s'exalter, bien sûr, et avec humour, mais, enfin, sans fausse honte ? Qu'elle est désirable, cette perspective, mais qu'elle est terrible !

Le peuple sait d'expérience intérieure que rien de ce qu'agit le système de la communication n'a la moindre existence véritable, ni dans les choses ni dans les gens. Cette permanente et morbide justification de la médiocrité au nom de la nécessité, il la reconnaît : c'est la sienne quand il manque de courage, quand il parle avec la voix des autres, quand il met son âme en statistiques. Comment pourrait-il aimer ou haïr, encore moins juger, ce qui appartient au royaume des ombres ? Plus ça jacasse dans ce monde en déroute, plus ça fait silence en lui. Et plus il se sent indifférent aux puissants, plus se précise l'évidence qu'il a à être, qu'il a à devenir, qu'il a à dire. Plus le truquage s'affine et se barde de grands mots prétentieux, plus il le sent mesquin, plus il y flaire la haine putride qu'exhalent les tyrans dépossédés. Plus on tente de l'aguicher en suscitant en lui l'espoir misérable d'un univers sans angoisse, plus il se recueille sur la croissance hasardeuse, improbable, presque impossible, d'une fleur dont il ignore tout. Non que le peuple rêve de miracles ! Il se serait bien passé de tant de frustrations. Mais on l'a conduit au fond du malheur : il faudra bien qu'il remonte. Rien d'angélique en lui. S'il pouvait s'arranger, il le ferait. C'est vrai que, le plus souvent, il collabore. Qu'il s'enferme, qu'il s'aveugle, qu'il se moque cruellement de lui-même, qu'il se diffame. Mais on est allé trop loin. Les gentillesses venues du haut ne suscitent plus en lui que la rage douloureuse du mépris. Comme il préférerait ne pas en être là ! Le voici en *stand by* devant le gouffre, comme ces banlieues qu'il redoute et qui le préfigurent : plus de passé, plus d'avenir, un sur place furieux avec, de temps en temps, un crachat dans un micro.

Ce qu'on oublie, c'est qu'au moment où il est soumis comme jamais à l'emprise tantôt brutale, tantôt séductrice, d'un pouvoir multiforme expert à brouiller désirs et volontés, le peuple fait une expérience décisive de la liberté. Expérience presque incomunicable, si secrète, si clandestine qu'il jurera tout en ignorer. Si violente qu'il se la reproche comme une incongruité ou comme une indécence, mais qui jette sur la réalité quotidienne une lumière irréfutable. Non seulement il se découvre une formidable capacité à distinguer le vrai du faux, aptitude qui borde toutes ses réactions, jusqu'à son apparente docilité, d'une frange d'ironie et de dédain, mais encore il constate que cette science ne lui vient de personne, qu'aucun don-

neur de leçons ne la lui a suggérée, qu'elle est en lui comme une propriété aussi naturelle que le souffle et la parole. Ce que valent les mots qu'on lui dit, les sentiments qu'on tente de fabriquer en lui, il le sait. Et aussi ce que pèse la violence conquérante de l'argent, ce qu'elle décline d'abject. Les prétendues valeurs que des responsables terrifiés fabriquent à la demande pour masquer la déroute générale, il en connaît le prix. L'humanisme, le respect d'autrui, la tolérance, la religion, la charité : au conformisme carnassier, tout est paravent ! Il sait, le peuple, il sent, il devine. Il est devenu, malgré lui, un portique à détecer la vieillerie ! Mais quelle solitude est la sienne le jour où il reconnaît, dans tous ces discours qui lui vantent le réalisme, l'écho des humiliations qui le meurtrissent, l'acceptation de la défaite maquillée en victoire, l'obséquiosité en élan spontané, le constat de décès en objectif de vie ; quand il s'aperçoit que la lâcheté ordinaire exige l'abolition brutale de toute existence vraiment personnelle et de toute relation droite avec les autres ! Et quelle détresse quand il constate que ce ne sont pas seulement les hommes d'argent et de pouvoir qui se sont faits les rouages dociles de la mécanique sociale ; qu'elle est devenue, cette mécanique, pour la quasi-totalité des intellectuels et pour le plus grand nombre des syndicalistes, une interlocutrice respectée !

Naissance ? Avortement ? Qui le dira ? En tout cas, c'est au sein du peuple, et seulement là, que réside l'espérance. Inutile d'inventer une alternative au bafouillage d'un parti ou d'un autre. Ou de cuisiner autrement les ingrédients avariés du pouvoir. Ou de défiler, ou de décapiter, ou de vénérer. Tout devient plus simple. Ceux qui, de quelque manière, sentent leur destin obscurément lié à celui du peuple, ceux qui n'ont pas renoncé à garder mémoire de l'avenir, ceux que couvre de honte la pensée d'esquisser un seul pas de danse sur la piste carcérale de la modernité gâteuse, ceux-là n'ont plus qu'une idée, qu'un désir, qu'une obsession : contribuer à une naissance qu'ils ne verront pas mais qui, en les libérant de tout souci pour eux-mêmes et en leur offrant ainsi les fruits les plus exquis de la liberté, les comble déjà, sinon de bonheur, au moins de paix. Aucun mot d'ordre entre ces gens-là, nulle présentation de *curriculum vitae* : ils ne se reconnaissent qu'à leur passion de vivre et à leur certitude, même clignotante, même fugitive, même sarcastique, que la vie d'un seul va toujours à l'impasse si elle ne s'articule sur celle de tous, qu'il y a de l'enfer dans tout corporatisme, dans tout club, dans toute tribu, que le désir désire toujours au-delà, que seule la largeur est exacte et que le moindre hommage à la liberté comme la plus secrète concession à la servitude retentissent jusqu'aux confins de l'univers. Ils croient que la vie modeste et incertaine qui les attend ne sera pas vainc, qu'il y aura en elle un peu de tragique mais aussi, pourvu que le rire le plus vaste accompagne ce mot, du glorieux.

POINT DE VUE

*

* * *

Dégager et tresser les libertés éparses et fragiles que, paradoxalement, la stupide modernité révèle et conforte. voilà un projet pour les amateurs de vie, et peu importe d'où ils viennent, ce qu'ils font, à quelles sources ils ont bu et quels déserts les ont asséchés. Projet pour les vieux, dont c'est l'âge d'entrer dans le «champ sacré» dont parle Platon. Projet pour les jeunes qui y trouveraient des raisons d'étudier, de chercher, de comprendre, d'aimer, plus dignes d'eux que celles que leur proposent les aigres jouissances et les pauvres assurances des carrières préconsommées. Et qui sait - mais est-ce possible ? - projet politique pour quelque responsable non totalement déserter par la liberté. Dans une commune, un canton - si l'on rêve, dans une nation tout entière -, en tout cas dans quelque lieu ou circonstance où, par miracle, par erreur, soufflerait encore le vent, se mettre ensemble, après avoir chassé sondeurs et communicateurs, à l'écoute amoureuse des êtres, à la recherche du point de convergence de leurs libertés, de ce qu'elles désignent pour demain et révèlent déjà pour aujourd'hui.

Jean Sur

HENRI LE CONCILIATEUR

Prenons garde aux paradoxes trop apparents : ils masquent la profondeur des intentions et les mouvements complexes de l'histoire.

Quand nos hommes d'Etat disent que le défunt chef de la Maison de France respecta tout au long de sa vie les valeurs de la République, nul ne songe aujourd'hui à une ruse ou à un renoncement. Le jeu des mots ne traduit pas non plus de véritable embarras puisque les philosophes et historiens du droit montrent que les rois et les princes ont le souci, comme tant d'autres chefs d'Etat, de se montrer bons serviteurs du bien commun, de la *Res publica*.

Cette idée juste ne saurait cependant nous empêcher d'évoquer, alors que beaucoup s'interrogent sur l'identité nationale, quelques unes des oppositions qui ont marqué la France du XX^e siècle.

Quand le comte de Paris, deuxième du nom, prit ses responsabilités politiques, le pur concept de Monarchie excluait celui de République, un mouvement monarchiste extrémiste avait presque effacé des mémoires le royalisme parlementaire et libéral, et l'idéologie de la Tradition fabriquait autant d'illusions que celle du Progrès indéfini.

L'heure était aux vérités absolues, matrices des religions totalitaires, et le jeune prince héritier fut confronté, tout au long des années trente, au risque terrible de la guerre civile. Il sut y échapper, par finesse d'esprit autant que par fidélité à la politique de sa lignée. Déjà le premier comte de Paris avait su réaliser, après l'extinction de la branche aînée des Bourbons, la réconciliation des «légitimistes» et des «orléanistes». Dans l'esprit de son petit-neveu, ces exemples familiers confortèrent l'idée d'une réconciliation dont Henri IV, le combattant d'Ivry, et Louis-Philippe d'Orléans, soldat de Valmy, avaient donné le sens. A sa manière et selon les nécessités du moment, Henri d'Orléans sut modérer les passions contraires afin de concilier les mémoires et les volontés. Qu'on ne le regarde pas comme un amateur de mollesses consensuelles. Le deuxième comte de Paris fut au

CHRONIQUE

contraire l'auteur discret et tenace des synthèses dynamiques, des dépassages novateurs.

Par ses actes, le Prince a rappelé que la tradition n'était pas l'antinomie de la modernité, mais l'agent de la transmission d'un progrès qui ne pouvait s'accomplir sans références fondatrices ni souci de l'être. On le dénonça avant-guerre comme «prince rouge». Il voulait simplement que le principe de justice soit respecté, et la dignité de chaque homme reconnue, que ce soit dans la fidélité aux rois de la Bible, aux rois très-chrétiens ou aux préceptes de l'humanisme laïc.

La condamnation de l'Action française procède de ce double mouvement de retour à la tradition capétienne, contre ses dérives absolutistes, et d'actualisation d'une pensée monarchique délivrée du dogmatisme. Le chef de la Maison de France y gagna son indépendance, et les royalistes purent retrouver la logique démocratique - celle de la Déclaration de 1789 et du régime parlementaire - que le maurassisme leur avait fait perdre.

Dès lors, la synthèse de la tradition monarchique et de la tradition républicaine devenait possible. Le Général de Gaulle la rendit effective, dans le projet politique mûrit à Londres et réalisé après 1958. L'Etat restauré dans son indépendance, la souveraineté de la nation réaffirmée, la souveraineté du peuple enfin reconnue par le recours au référendum et par l'élection du président au suffrage universel : le Prince ne pouvait manquer d'encourager ce retour à l'unité monarcho-royale de la décision et cette affirmation de la démocratie, tout en souhaitant assurer lui-même la fonction arbitrale, médiatrice et modératrice, selon la légitimité historique qu'il incarnait.

Henri le Conciliateur n'a pas connu le plein accomplissement de son action. Mais les romances sur la «fin de l'histoire» faisaient sourire l'héritier de notre dynastie millénaire. Pour lui, pas de continuité sans ruptures clairement assumées, pas de fidélité sans révolte¹, pas de tradition créatrice sans révolution. Le successeur d'Hugues Capet, de Louis XI et de Louis-Philippe portait en lui l'esprit des Capétiens et les principes de 1789 tout en espérant une nouvelle révolution de 1830 – celle de la monarchie tricolore. Cette dialectique, intime et collective, dynastique et républicaine, n'a pas épousé ses effets. La France, dans son aventure historique, ne cessera de surprendre.

■1. «La France retrouvera sa liberté en se révoltant» déclarait-il au Figaro le 4 juillet 1998.

La Richardais

Des choses cachées entre la fin de l'histoire et le début de la post-humanité

La fin de l'histoire a une histoire, et cette histoire est sans fin. A ce paradoxe, s'ajoute une faute de communication : venu trop tôt, le récit de la fin-de-l'histoire a failli rater son entrée sur le marché du produit historial fin-de-siècle, par trop de précipitation. Tout est rentré dans l'ordre peu avant la Grande Eclipse solaire, grâce à une relance de l'affaire, habilement pimentée par une nouvelle information : après la Fin de l'Histoire, le Dernier Homme est en mesure d'envisager la Post-Humanité.

Ainsi parla Fukuyama. Les thèses de l'universitaire américain ont donné le branle à d'intenses spéculations sur le destin de l'humanité – celles notamment d'un intellectuel corrézien très en cour à Paris. Quand un homme du seigle et de la châtaigne donne la réplique à un professeur de l'Université George-Mason on se dit que, dans le post-humain, il restera toujours quelque chose de l'humanité. Cette ultime considération mérite d'être rigoureusement fondée. Cependant, pour éviter l'ennui qui se dégage du débat lancé par le pittoresque professeur américain, je me suis permis de le relever de deux doigts d'érotisme et d'une pointe de localisme.

YAMA SUTRA...

Sportivement, reconnaissons quatre mérites à Francis Fukuyama : il s'est fait connaître dans le monde entier ; il a fait rendu célèbre le nom de George-Mason ; il nous a appris que ce nom était celui de l'université où il enseigne (Fukuyama, pas George Mason !) ; il nous convainc que George Mason n'est pas le Dernier Homme puisque Francis Fukuyama est venu après lui pour nous dire que, pour l'Homme, c'était cuit.

L'éminent professeur américain est présenté par la grande presse parisienne comme un disciple de Hegel. Il est plus exact de dire que

Fukuyama est l'homme qui a lu (sans doute en morceaux choisis) l'homme qui a lu Hegel. De fait, il prétend avoir lu Kojève, l'un des grands interprètes de la pensée hégélienne. Le problème, c'est que la "fin de l'histoire" évoquée avec précaution par Kojève¹ est un thème fort problématique dans la philosophie hégélienne. En effet : "Pour ce qui est de l'individu, chacun est le fils de son temps ; ainsi est aussi la philosophie, qui est son temps saisi dans la pensée. Il est aussi insensé de s'imaginer qu'une philosophie quelconque peut aller au-delà de son monde présent, que de s'imaginer qu'un individu peut sauter par-dessus son temps, peut sauter par-dessus le Rhodus".²

Toute pensée philosophique est donc située dans l'histoire, en un certain moment politique, et elle ne peut appréhender l'histoire à venir – à moins que la philosophie, comme l'explique Bernard Bourgeois, soit elle-même "*le temps de la fin des temps, l'achèvement de l'histoire*". La philosophie hégélienne est-elle contradictoire en ce qu'elle affirme le relatif et l'absolu ? Non, puisque la fin de l'histoire n'est pas la fin du temps concret de la nature, mais la fin du processus historique de réalisation de l'esprit dans l'histoire – laquelle s'achève effectivement lorsque la liberté s'est réalisée dans son essence³.

Le brave Fukuyama ignore la philosophie hégélienne de l'histoire, ici sommairement résumée, et la réduit à la version simpliste de la "fin de l'histoire" qu'il a retenue en parcourant Kojève : celle d'une histoire qui, n'étant plus soumise au travail du négatif, serait incapable désormais d'engendrer un quelconque progrès. En fait, Fukuyama voudrait nous faire prendre le tracé désespérément plat de son encéphalogramme pour un aplatissement de l'esprit de l'histoire.

Ce procédé est d'autant plus grossier que le professeur américain oublie que, pour ce qui concerne l'histoire en acte, Hegel estime que la Révolution française marque le moment où l'esprit accomplit sa manifestation temporelle – sans que cela empêche pour autant l'apparition d'autres événements historiques. Surtout, Hegel n'a jamais conçu une histoire linéaire puisque la liberté et la volonté des individus rendent son cours imprévisible⁴ et que l'État, "forme historique déterminée dans laquelle la liberté acquiert une existence objective" joue un rôle décisif dans la réalisation de l'esprit.

En somme, Fukuyama méprise la vision hégélienne de l'histoire en acte au point de tenir pour négligeable la Révolution française et de remplacer arbitrairement ce moment historique par celui de la chute du Mur de Berlin. Il méprise le rôle que joue la volonté humaine, et confond la Liberté avec les misérables slogans de l'ultralibéralisme. Il efface l'État et du même coup proscrit toute relation politique à l'universel – puisque l'État est le moyen qui nous permet de rendre effective l'universalité du droit. Très banalement,

■ 1. Cf. Alexandre Kojève, *Introduction à la lecture de Hegel*, NRF Gallimard, 1976, p. 468 et suiv.

■ 2. Hegel, G 7, p. 35.

■ 3. Cf. Bernard Bourgeois, *La Pensée politique de Hegel*, PUF, 1992. P. 109-110.

■ 4. Christophe Bouton : Hegel, penseur de "la fin de l'histoire" ? In Jocelyn Benoist, Fabio Merlini, *Après la fin de l'histoire. Temps, monde, historicité*, Vrin, 1998.

il confond la mondialisation – utopic du marché généralisé – et l'universel.

C'est dire la nullité philosophique et politique de l'article de 1989 sur la "fin de l'histoire"⁵ et le caractère artificiel du succès d'un essai auquel l'effondrement du monde soviétique donna un semblant d'actualité. Cette éjaculation précoce, dans l'ordre intelloocratique, n'empêcha pas l'histoire de se poursuivre en une autre époque qui n'est pas terminée. D'où la nécessité, pour Fukuyama, de se rattraper lorsque se constitua, dix ans plus tard, le marché du produit fin-de-siècle.

Fuck you Rama ?

Lorsque la conceptualisation est bordélique, la chouette de la philosophie ne retrouve pas ses petits. On sait que l'oiseau de Minerve s'envole au crépuscule, lorsque l'Histoire s'est déjà accomplie, alors que l'étourneau du *George Mason campus* décolle à l'heure où les poules s'ébattent autour d'un coq enroué.

Pourquoi l'enrouement du bipède à plume ? Parce qu'il n'en finit pas de chanter la fin de tout. Dans le monde de la modernité, la Fin a commencé à la fin du siècle dernier, avec Nietzsche, annonçant la "mort de Dieu". L'effet d'annonce, très réussi, continue de faire frissonner quelques chaisières nihilistes et divers commis aux écritures philosophiques, mais je peux vous dire que les chrétiens, qu'on s'imagine atterrés, s'esbaudissent doucement.

"Ont-ils des têtes de sauvés ?" demandait l'Apollon de Haute-Engadine en visant les chrétiens. A quoi il faut répondre par une autre question : pourquoi les dits chrétiens se marrent-ils lorsqu'ils lisent les zarastroustreries ? Pour une simple raison : que Dieu fait homme soit mort sur la Croix, ils le savent depuis vingt siècles ! Mais ils annoncent aussi depuis vingt siècles que le Fils de Dieu est ressuscité... Ce Nietzsche, quelle pomme tout de même – il découvre en s'échinant une nouvelle vieille de dix-neuf siècles, mais il n'en donne que la moitié.

Mauvais journaliste, mais bon communicant, le promeneur moustachu de Sils Maria a lancé une mode qui fait toujours fureur. On se souvient que le grand Lévi-Strauss annonça la mort de l'Homme dans une page superbe⁶, et qu'on disserta à n'en plus finir dans les années soixante, sur la mort du Sujet. La décennie suivante, on déclara que Marx était mort (le barbu londonien avait lui aussi annoncé la fin de l'histoire) et la fin du marxisme fut partout claironnée, puis ce fut la modernité elle-même qui passa à la moulinette afin de faire place à la post-modernité : celle d'un monde où, selon Jean-François Lyotard, il n'y aurait plus de "grands récits". On n'aurait garde d'oublier, dans le champ philosophique, que Heidegger avait

■ 5. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le Dernier homme*, Flammarion, 1994.

■ 6. Claude Lévi-Strauss, *L'Homme nu*, p. 621.

signé l'acte de décès de la métaphysique occidentale, tandis que le thème kojévien de la fin-de-l'histoire continuait de planer sur les bancs de l'Université.

Francis Fukuyama vient donc trop tard, et si la sombre beauté du tragique nietzschéen ou lévi-straussien saisit encore les esthètes, la répétition obstinée du thème de la fin-de-l'histoire finit classiquement par produire un effet comique achevé. De fait, le panorama (panneau-rama aurait dit Lacan) fukuyamesque est à la fois risible et obscène. Risible par le nombre de pétition de poncifs qu'il aligne dans son article⁷ de l'été 1999. Obscène par son étalage des slogans de la propagande impériale américaine.

Pour démontrer que le marché et la démocratie libérale ont définitivement gagné la partie, Fucking-Fuku avance trois propositions qui forment le "soubassement" de la politique étrangère américaine depuis dix ans :

1° Les démocraties ne se font pas la guerre.

Mais quand les démocraties font la guerre, elles anihilent en elles la démocratie : par exemple, la guerre contre la Yougoslavie a été menée sans autorisation du parlement français. Et la guerre économique que se font les démocraties est un acte violent et meurtrier – même s'il est beaucoup moins spectaculaire d'un bombardement au napalm.

2° Le développement économique est le meilleur moyen de promouvoir la démocratie.

Au contraire, on s'aperçoit que les choix des électeurs sont de plus en plus fréquemment ignorés par les responsables de l'économie, qui invoquent la puissance des marchés (financiers, monétaires) et la sempiternelle absence de "marges de manœuvre" pour faire le contraire du programme sur lequel ils ont été élus.

3° La croissance économique d'un pays est fonction de son intégration dans le capitalisme mondial.

On voit au contraire que la concurrence sauvage détruit les entreprises autonomes et favorise, par voie de fusions, la constitution de monopoles.

Quant à la post-humanité, Fukuyama la voit naître d'une combinaison de neuroleptiques et de clonage, qui anéantirait la nature humaine. La réponse à ce pronostic lugubre se trouve dans les théologies de la délivrance et dans les philosophies de la liberté. Celles et ceux qui ont dit non au nazisme et au stalinisme auront toujours le courage d'envoyer promener les marchands de pilules et autres charlatans – et singulièrement Francis Fukuyama qui peut dès à présent aller se faire... cuire un œuf.

■ 7. *Le Monde des Débats*, n°5, juillet-août 1999.

Yama fouchtra !

A moins que l'amusur de campus ne vienne en Corrèze se faire réchauffer un Tortou (et non “ le tourtou ” comme traduction fautive pourrait le laisser entendre à nos lecteurs américains).

Cette transition localiste qui n'a d'autres objectifs que de faire connaître sur le marché mondiale la délicieuse galette de sarrasin, et d'introduire à la pensée de Denis Tillinac, écrivain tulliste, conseiller élyséen, qui reste l'ami de Jacques Chirac (c'est à son honneur) tout en se situant dans le post-chiraquisme. Pourquoi rapprocher Denis Tillinac de Francis Fukuyama ? En ce qu'ils sont semblables et complètement différents. Sur les photos, Francis rit à belles dents – Conscience Heureuse est son véritable nom. Or sur la couverture de son dernier livre, Denis présente un visage sombrement méditatif : Conscience Malheureuse – mais de quoi donc ?

Du cours du monde tel qu'il va. Comme Francis, Denis a posé devant le photographe peu après la fin-de-l'histoire, en plein Tout-Fout-le-Camp. Il proclame la Mort du Concept, de la Croyance, de la République et, en gros, le deuil de “ tous les héritages ” d'un “ monde révolu ”. On croirait lire du Arsène Houssaye, commentant dans ses *Mémoires* la célèbre toile de Thomas Couture “ Les Romains de la Décadence ”, qui s'était inspiré (Couture, pas Houssaye !) de la sixième satire de Juvénal : “ Nous souffrons aujourd'hui des résultats fatals d'une longue paix, plus funeste que la guerre, la luxure s'abat sur nous et venge l'univers asservi ”⁸. C'est dire que le décadentisme, vieux comme les pyramides, a un proche passé des plus brillants et un bel avenir devant lui.

Mais Conscience Malheureuse est trop grec pour vraiment croire à son mythe de la décadence : le grand deuil est prétexte à littérature et l'horreur que lui inspire le mondialisme ne l'empêche pas de courir le monde. Yama Fouchtra n'ignore pas que la modernité n'est qu'une méchante mode, il se méfie des terroirs-terriers aménagés par le parti Vert et déclare en toutes occasions sa fidélité au général de Gaulle. Presque aussi impressionnant que Bernard-Henry Lévy quand il se fukuyamise (“ La parenthèse des civilisations va sa refermer. Elle aura duré moins de dix millénaires ”⁹), Denis Tillinac garde l'espoir d'un salut politique qui mettrait fin à la fin-de-l'histoire et redonnerait à l'aventure humaine son sens selon l'esprit.

■ 8. Cf. Eugen Weber, *Fin de siècle. La France à la fin du XIX^e siècle*, Fayard, 1986.

■ 9. Denis Tillinac, *Les masques de l'éphémère*, La Table Ronde, 1999, p. 253.

Comment nous aider ?

- En vous abonnant - si ce n'était déjà fait - ou en vous réabonnant sans tarder si votre abonnement est arrivé à échéance (en ce cas, vous trouverez un avis inséré dans ce numéro).
- En achetant un ou plusieurs exemplaires supplémentaires (au prix spécial de 28 F) pour faire connaître *Cité* à vos amis.
- En nous communiquant les noms et adresses de personnes auxquelles nous pourrions envoyer un prospectus de présentation.
- En faisant connaître *Cité* à la bibliothèque de votre ville et en l'incitant à s'y abonner.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

à retourner à « Cité », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
règlement à l'ordre de « Cité », CCP 23 982 63 N Paris

NOM/Prénom :

Adresse :

Code postal/Ville :

■ souscrit un abonnement

- Un an (4 numéros) Normal : 140 F
- Un an (4 numéros) Double (2 ex. à chaque parution) : 230 F
- Un an (4 numéros) Soutien : 250 F
- Un an (4 numéros) Tarif pour l'étranger : 160 F
- Deux ans (8 numéros) Normal : 250 F

■ commande les numéros suivants (35 F le numéro jusqu'au numéro 27 et 40 F à partir du numéro 28) :

.....

Les mers rouges

De toutes les tribulations du peuple d'Israël dans sa diaspora historique, l'une des plus impressionnantes est peut-être celle qui suivit le bannissement d'Espagne sous Isabelle la Catholique au XVe siècle. En effet, quand la communauté presque entière des Juifs espagnols menacée dans sa vie ou dans sa foi dut essaimer à travers le bassin méditerranéen, elle emporta avec elle, non seulement ses compétences multiples, artisanat, commerce, médecine, théologie, mais aussi toute une part de la culture locale qu'elle avait faite siennec depuis des siècles et qui témoignait de sa profonde naturalisation en Ibérie.

Voilà quelques années - au moins depuis le beau roman d'Herbert Le Porrier, *Le médecin de Cordoue*¹ - que l'on retourne passionnément vers «l'Age d'or espagnol» avec la nostalgie d'une coexistence non seulement paisible, mais féconde, entre les trois grands peuples spirituels issues d'Abraham.

Or, on l'apprend chaque jour de mieux en mieux, la même nostalgie fut cultivée pendant des siècles par ces «judéo-espagnols» au Magreb, en Egypte, au Liban, et plus souvent encore en Turquie, en Grèce et en Italie. Sur toutes ces terres s'étaient regroupés pour survivre les victimes d'un double exil : le premier - immense - les avait chassés de Jérusalem, le second - à peine moins grand - avait brisé leur rêve d'une réinsertion paisible au sein des nations. C'est l'exode d'Espagne, comme d'une «terre promise à jamais perdue», que chantaient en pleurant les communautés juives de Salonique ou de Smyrne. Et elles ne savaient pas qu'elles allaient en subir un troisième encore plus terrible qui les mènerait de là à Auschwitz-Treblinka.

Récemment, l'écrivain Marcel Cohen a évoqué ce monde disparu dans sa belle *Lettre à Antonio Saura*² et rendu par ces pages bilingues une vie hélas éphémère à la langue judéo-espagnole, le *djudeo* de ses ancêtres smyrniotes. De leur côté, des musiciens et chanteurs traditionnels ont fait redécouvrir au public les chants populaires, religieux ou savants, recueillis parfois de la bouche des survivants de la Shoah en Israël, parce que conservés

■1. Seuil.

■2. L'Echoppe, P. Cotentin, 30 rue Léopold Bellan, 75002 Paris, 1997.

dans leurs familles dans l'état même où on les chantait en Espagne au XVe siècle... En revenant à leur place dans le grand répertoire médiéval, aux côtés des œuvres du roi Alphonse le Sage et des troubadours occitans, ils nous rendent sensible la grande synthèse méditerranéenne qui est le véritable cœur de notre tradition.

Pourachever de s'en convaincre, il suffit d'écouter Hayet AYAD, la merveilleuse chanteuse née chez nous d'origines berbères³, accueillir dans le même répertoire et vêtir de la même vibrante chaleur *cansons* d'amour, *cantigas* à la Vierge, chants anatoliens et complaintes espagnoles paradoxalement sauvées de l'oubli par quatre siècles d'exil juif en Grèce ou en Turquie.

On se souvient alors que ces amores de reconquête de notre véritable espace culturel - *reconquista* d'amour encore si méconnue où crainte par certains - ne nous est offerte qu'après qu'aient déferlé des flots de sang.

De ce tréfond de la mémoire nous parvient à présent un « conte à plusieurs voix » : *Les mers rouges* de Liliane Atlan⁴. L'auteur avait reçu la Bourse Médicis Hors les Murs en 1992 pour rassembler en Espagne, en Grèce et en Israël les éléments de cette quête sur les traces de ses ancêtres, si proches parents, passés en un demi-millénaire du bannissement espagnol à la solution finale. Poète et dramaturge, elle a fait un montage de ces éléments sur la trame de son propre pèlerinage d'Espagne en Israël.

Autre temps, autre départ. Cette fois, écrit-elle, dans la synagogue de Madrid, le roi et la reine d'Espagne : « nous accueillent comme si nous étions de vieux amis, qui ne se seraient pas vus depuis des siècles, cinq siècles, pendant lesquels nous avons été exilés, dispersés, Salonique, Sarajevo, Amsterdam, Prague, et cetera, pour finir dans les camps, en fumée, voici nos restes... ». Perspective royalement ouverte...

Mais des chants ne sont jamais chantés une fois pour toutes, on les reprend pour les transmettre. Ceux-ci sont à écouter avec une attention particulière, même s'ils nous provoquent, accusant en nous le chrétien d'avoir été souvent consentant à l'horreur, et comment faire taire un Peuple dont les lèvres se souviennent des charbons ardents ?

■ 3. Hayet AYAD et Christian ZAGARIA, *Du désert d'Orient aux jardins d'Espagne*. HACZ150698.

■ 4. L'Harmattan. 224 p., 120 F. L'œuvre a été intégralement diffusé sur France Culture en décembre 1998 dans une réalisation de Christine Bernard-Sugy

L.G.

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

SOMMAIRE du numéro 32

■ Éditorial	2
Dossier : « Retour du social »	
■ Renouveler les élites	
par Luc de Goustine.....	3
■ Logique marchande : vers un nouveau totalitarisme ?	
par Philippe Arondel.....	13
■ Les 35 heures ou l'« employabilité »...	
par Nicolas Palumbo	23
■ Les périls de l'Europe monétaire	
par Alain Parguez.....	29
■ Économie et temporalité	
par Bertrand Renouvin.....	35
Point de vue	
■ La liberté contre la communication	
par Jean Sur	45
Chronique	
■ Henri le Conciliateur	
par Bertrand Renouvin.....	53
Magazine	
■ Des choses cachées entre la fin de l'histoire et le début de la post-humanité	
par Criton des Alpes	57
■ Les mers rouges	
par L.G.....	55